

# NOIR et ROUGE

cahiers d'études anarchistes révolutionnaires

G.A.A.R.

# N&R

CAHIERS D'ETUDES EDITES PAR LES GROUPES  
ANARCHISTES D' ACTION REVOLUTIONNAIRE

## NUMERO 12

- EDITORIAL.....p. I
- PAROLES EN L'AIR.....p. IV
- ESSAI CRITIQUE SUR UN SYSTEME DE MONNAIE  
EN REGIME SOCIALISTE.....p. 1
- LE "PARTI OUVRIER" ET LES ANARCHISTES..p. 15
- CONTRE LE PARTI.....p. 51
- NOTES SUR UN REGIME, UNE POLITIQUE,  
UNE ECONOMIE.....p. 78
- DANS NOTRE COURRIER.....p. 86

GAAR

NR

Pour la correspondance :  
LAGANT. B.P.113-PARIS (18°)  
Pour tous envois d'argent :  
LAGANT. 16-682-17 PARIS (18°)

Les n° 1 à 10 inclus étant épuisés nous ne pouvons satisfaire aux demandes des nouveaux lecteurs qui nous les réclament que dans la mesure où des camarades acceptent de se défaire de leurs collections.

Merci d'avance.

+++

NOIR et ROUGE accroit son tirage... mais les fournitures et les tarifs postaux ont subis les hausses que l'on sait. Les Groupes anarchistes d'action révolutionnaire ne sont pas riches. Les lecteurs de N. & R. non plus. C'est la solidarité de tous qui doit permettre à nos cahiers une diffusion toujours accrue.

+++

Nous remercions tous les lecteurs qui nous adressent leurs encouragements, leurs critiques, leurs suggestions (et leurs mandats !). Ce contact nous permet de découvrir de nouveaux amis de l'anarchisme-communiste et aussi de resserrer nos liens avec de nombreux sympathisants ou militants du mouvement libertaire.

Il est répondu à chacun dans les plus brefs délais en langues française et esperanto et, avec un léger décalage, pour les langues espagnole, anglaise, italienne, allemande, russe, bulgare, yougoslave.

Les timbres ou coupons-réponse internationaux n'en sont pas moins les bienvenus.

+++

## EDITORIAL

Il y a fort à parier que pour les historiens de l'avenir le fait le plus marquant de ces derniers mois ne sera pas le 13 mai, le retour au pouvoir de De Gaulle et la V<sup>o</sup> République, mais bien le lancement du Marché Commun.

Cette grande initiative patronale dépasse de loin tous les calculs et projets de nos hommes et mouvements de gauche encore attardés à supputer les chances d'une socialisation de l'économie française. Comme si l'économie française existait encore réellement.

L'installation progressive du Marché commun, pratiquement imperceptible certes au niveau de la consommation courante, doit entraîner d'ici quelques années seulement l'unification de l'économie continentale européenne. Telle est la décision du grand capital.

Depuis le Cartel international de l'Acier avant guerre et le Plan Schuman après, il a soigneusement préparé l'opération.

L'unification politique ne doit pas suivre. Et surtout pas l'unification syndicale et ouvrière.

+  
+ +

Quelle peut être la position anarchiste face à cet événement :

- 1°) s'en désintéresser, comme de tout ce qui est important mais sort du cadre de nos préoccupations habituelles,
- 2°) pleurnicher comme les partis socialiste et communiste et autre poujadiste sur les secteurs marginaux de l'économie capitaliste que cela met en danger,
- 3°) ou essayer de devancer les capitalistes européens en étant plus internationalistes qu'eux et travailler à ce qu'à l'internationale des patrons réponde une internationale ouvrière REELLE.

+  
+ +

Il y a 7 ans déjà, nous dénoncions en vain dans "Le Libertaire" le scandale qu'était l'existence d'un pool charbon-acier se jouant des frontières alors que syndicats, grèves et revendications s'y arrêtaient. Depuis, chaque prolétariat, chaque paysanat a continué sa vie nationale séparée, tandis que le capitalisme coordonne chaque année un peu plus ses méthodes et ses intérêts.

Et le jour est arrivé où, après Krupp, de Wendel et Cockerill, des compères comme Renault, Fiat et Volkswagen peuvent jouer leurs

ouvriers les uns contre les autres sans que ces derniers aient seulement appris à se connaître. Sans que les métallos de Nantes-St Nazaire et du Schleswig-Holstein aient comparé leurs luttes.

Empêtrées par leurs bureaucraties dans le jeu national et parlementaire les classes ouvrières sont moins capables de se dégager d'un cadre désuet que leurs exploités.

+

+ +

Qu'est l'Europe des six ? Une Europe continentale tronquée certes de tout l'Est sous-développé dominé par la Russie, et de quelques pays de troisième ordre (Suisse, Autriche, Ibérie, Grèce) qui risquent d'être entraînés dans son orbite.

C'est surtout un ensemble économique industrialisé comparable seulement à l'U.R.S.S. et aux U.S.A.

C'est pour la première fois le continent européen surmontant la division imposée par l'Angleterre et pouvant surclasser celle-ci.

C'est la France basculant du côté de l'Allemagne après avoir été depuis 50 ans un satellite diplomatique de l'Angleterre.

C'est aussi un prolétariat des plus expérimentés, au passé révolutionnaire des plus riches, ayant vécu par instant des débuts d'action commune (1918-19, 1936, 1945).

C'est ceci qui nous intéresse.

Nous ne sommes plus à l'époque où lorsque Paris bougeait l'Europe tremblait d'un bout à l'autre (1830, 1848).

Mais la lutte de la classe ouvrière européenne est un facteur d'un tout autre poids :  
-D'un poids décisif par sa relative inertie après 1918  
-D'un poids décisif par son dynamisme si elle sait le retrouver.

Encore lui reste-t-il à prendre conscience de sa force.

# PAROLES

## EN L'AIR

Quoi de neuf dans ce pays dont les frontières "vont de Dunkerque à Tamanrasset" en passant par le royaume du père Ubu (Ô machine à décerveler !) ? La maladie suit son cours. A quoi bon s'indigner de la condition faite aux travailleurs, de la poursuite de la tuerie d'Algérie, du patient travail de "reconquête" par les partis et les bureaucraties syndicales d'une clientèle un moment lassée ? Ce peuple accepte tout, et nous aurions la satisfaction toute journalistique de "tonner" un bon coup contre les méchants dirigeants, comme le font hebdomadairement les braves gens de la Gauche qui voient en certaines binettes (peu attrayantes, d'accord !) la cause première de tous nos maux. Ah ! si Mendès-France Depreux ou Mitterand avaient été élus, cela aurait été différent et la "vraie" République était sauvée ! Parce que pour ces gens (dont certains se disent même "révolutionnaires", et allez donc !) pas question, bien entendu, de mettre en cause le principe de gouvernement ou d'ar-

mée, le capitalisme, les élections, la France éternelle, et surtout pas l'Etat. Seuls les rêveurs, les anarchistes pour tout dire, se préoccupent de tels problèmes, les malheureux !

Non, le "sérieux", le "concrêt", l'"efficace", c'est l'Etat et ses politiciens, soyons réalistes et redonnons-leurs nos voix, nous répond-t-on. Bien. Mais quand tout un peuple, et ses travailleurs en particulier, a pris l'habitude de déléguer ses pouvoirs en se reposant confortablement, voire en s'endormant, sur qui est censé le représenter, le réveil se traduit un jour par un vigoureux coup de botte quelque part au bas de la colonne vertébrale. Bien sûr il y a délégation et délégation, et on ne peut confondre la délégation au parlement bourgeois (ou "populaire") avec celle que confieraient des travailleurs organisés à leurs soviets, conseils ouvriers, communes, etc... Mais, même sur le plan syndical, faut-il encore que le délégué représente vraiment ses mandants, ce qui implique un contrôle de leur part. Or, que s'est-il passé dans ce pays ? On a vu les travailleurs syndiqués prendre de plus en plus la douce habitude de laisser carte blanche la plus absolue aux délégués, avec des raisonnements du genre : " Pas besoin de se casser la tête, le copain est là pour ça, il le fera mieux que moi ! Et puis c'est un boulot emmerdant. J'ai payé mon timbre, alors...) Bien sûr il y a eu des exceptions, mais les courageuses réactions minoritaires furent noyées dans l'amorphie générale. Les syndicats politisés n'en demandaient d'ailleurs pas plus et, de "grèves tournantes" (cette géniale invention imposée à la C.G.T. par l'infect JOUHAUX, sous le nom de "vagues successives", et qui permit de briser la grande grève des cheminots de février 1920, rappelons-le en passant) en "Ridway-la- peste", les travailleurs se pré-

paraient de beaux jours... Bien entendu, si la C.G.T. accomplissait son travail de démobilisation ouvrière, F.O. n'était pas en reste et travaillait dur de son côté pour le "monde libre" (composé de Mollet, de l'Occident, des U.S.A., etc...).

Pendant ce temps-là, les guerres coloniales se déchainaient, mais, dans l'ensemble, les travailleurs se sentaient la conscience (de classe) tranquille : la paye était bonne, grâce aux heures supplémentaires exigées par le patronat et acceptées avec joie par le trop grand nombre. Ils avaient voté "ouvrier" au parlement et renforcé de leurs voix les syndicats en place. Quand aux non-syndiqués, "ceux-qui-ne-ont-pas-de-politique-à-l'usine" (ou sur tout autre lieu de travail) mais lisent "Le Parisien Libéré" qui en fait pour eux, ils en faisaient... dehors et votaient pour les partis adéquats, rejoignant en cela le bon peuple de France. La consigne était : "Surtout pas d'action directe! Du calme, de la légalité! de l'ordre, citoyens! de l'ordre, camarades! Et faites-nous confiance". Puis ce fut le 13 mai, l'appel à Sa Hauteur, et l'Espoir pour les braves gens fins prêts pour la cure de coups de pieds au cul. Ils voulaient un Homme-fort pour se sentir dirigés, ils l'avaient enfin et lui déléguaient tous les pouvoirs. Quand aux autres, ceux qui parmi "la gauche" votèrent tout de même pour LUI, ils s'en remettaient également à ses bons soins, pour finir la guerre l'Algérie, pour sauver la République, etc... Avec LUI, on allait voir. On a vu. Et on n'a pas fini d'en voir.

Avec LUI, ou avec un autre, rassurons-nous. Car déjà, comme les fesses du peuple souverain murmurent, les porteurs de solutions nouvelles (et garanties irrétrécissables au lavage) apparaissent à l'horizon. C'était simple mais il fallait y penser : changer les hommes !

# ESSAI CRITIQUE SUR UN SYSTEME DE MONNAIE EN REGIME SOCIALISTE

En régime capitaliste le rôle de la monnaie est d'exprimer la valeur des marchandises à travers leur rapport d'échange, c'est-à-dire le rapport temps de production sociale accumulé dans ces marchandises, l'étalon-or servant de commune mesure sur le plan international.

Mais, de plus, la monnaie échangeiste en régime capitaliste doit posséder une autre qualité découlant de la première : conserver cette valeur dans le temps, en un mot être apte dans le cycle "argent-marchandise-argent" de capitaliser dans le temps le "sur-travail" ou "plus-value".

La découverte de la monnaie dite fondante (système Silvio Gessel) ou "sensibilisée" de Robert Micoque chère à "Jaffet" cet apôtre de la collaboration capital-travail ne change rien au caractère de la monnaie capitaliste si ce n'est d'activer le cycle argent-marchandise dans la première forme et d'ajouter dans la deuxième une sensibilisation découlant de la productivité.

## La monnaie en régimes socialistes

Si nous parlons au pluriel de "régimes" socialistes, ceci découle du fait que 2 grandes écoles se réclament du socialisme : 1<sup>o</sup>) le collectivisme, 2<sup>o</sup>) le communisme.

Bien que les marxistes fassent une distinction entre les deux régimes, pour nous le communisme reste la forme du socialisme poussée à son intégralité (production-consommation), alors que le collectivisme ne prévoit que la socialisation des moyens de production et services publics, tout en conservant une rétribution individuelle suivant la quantité et la qualité du travail fourni "à chacun suivant ses oeuvres"

Dans ce domaine, le régime soviétique peut être qualifié d'étato-collectivisme partiel.

I-COLLECTIVISME: La monnaie en régime collectiviste reste déterminée par la "valeur temps de production sociale moyenne", peu importe d'ailleurs que la dénomination officielle reste franc, rouble, etc... au lieu de : heures, minutes, le nom et la valeur de l'heure étant ici purement conventionnels. Que nous disions qu'un produit à une valeur de 1 heure de travail ou que, conventionnellement, nous donnions à la monnaie le nom de "franc" et que nous fixions la valeur heure à 100F, la différence n'est pas dans les termes employés puisque 1heure et 100 F dans cet exemple sont équivalents.

La valeur temps repose donc sur la définition de la valeur à travers la durée ou le travail accumulé dans un produit et par extension dans l'ensemble de la production à travers les divers opérations successives qui portent la matière première à l'état d'objet fini : suivant la définition marxiste.

Une première constatation s'impose : ce

système repose sur le coût de la production ou coût de revient. Dès lors, ce qui le différencie du système capitaliste, c'est la suppression de la "rente" ou "plus-value" purement capitaliste; par contre il conserve une partie des tares, le "coût de revient" ne donnant pas une définition réelle de la valeur sociale d'un produit sur le plan de la consommation mais seulement le rapport temps-objet.

Ainsi, en prenant l'exemple de la France sur un chiffre moyen, la production nationale donne 200 Kgs de blé et 150 litres de vin par habitant sans que cela signifie que le coût de production-temps de ces deux produits soit équivalent.

Le régime collectiviste se définit "à chacun suivant ses oeuvres" cela signifie en clair une double classification dans le travail: quantitativement (durée) et qualitativement pour un travail supérieur en qualification professionnelle ou en connaissances données. Le travail supérieur devenant alors du travail simple multiplié, par exemple : une journée d'un ingénieur égale 6 journées d'un manoeuvre... Le caractère de rétribution individuelle du collectivisme conserve donc bien encore une tare du régime capitaliste. En effet, si la "plus-value" qui était à la base de la "formation" puis de "l'accumulation capitaliste" en tant que part du Capital est supprimée il n'en persiste pas moins une "plus-value" pour la rétribution de la hiérarchie; rétribution purement conventionnelle en régime "collectiviste" sans limites établies.

Si, théoriquement, la définition et la réalisation de la monnaie temps est simple puisque elle consiste à déterminer par branche de production donnée le temps moyen social contenu dans un objet, il ne reste plus qu'à multiplier et additionner les temps de production moyens

pour avoir la valeur-temps globale, qui doit être égale au total des temps exprimés en heures de l'ensemble des producteurs et travailleurs d'un pays donné et, ensuite, multiplier ou diviser suivant le cas par le coefficient démographique. Ce coefficient démographique découle du fait que s'il y a 100 % de consommateurs il n'y a guère que 50 % de travailleurs. De plus sur les 50 % de non-travailleurs, les besoins ne sont pas équivalents (enfants, vieillards par exemple). Pour chaque âge ou cas on donne un "coefficient-besoin" puis on transforme ces besoins inférieurs à ceux de l'adulte en valeur-adulte pour avoir enfin le coefficient total valeur-adulte.

Supposons donc qu'un objet contienne 1 heure de travail ou 100 F si l'on conserve le terme franc (100 égalent 1 heure dans ce cas), le coefficient démographique étant supposé être 2 (1 travailleur pour un non-travailleur) le produit vaudra donc: 2 heures ou 200 F en multipliant par 2. Le travailleur recevra l'équivalent-monnaie de son temps de travail, mais il ne pourra acquérir avec cela que la moitié de sa quote-part-production, afin de permettre aux non-travailleurs ou non-producteurs d'acquérir également leur part.

Il va sans dire que nous avons pris dans l'exemple qui précède une définition "coût final" simple, nous n'avons pas tenu compte de l'existence d'une hiérarchie ce qui, en fait, aurait porté le coût final consommation à 3 heures ou 300 F en admettant que, comme en Russie, 50 % du revenu national aillent à la hiérarchie ou bureaucratie.

Il ne reste donc plus alors qu'à donner à chaque adulte et non-adulte sa part-temps égale à celle du travailleur de base compte tenu des besoins.

Nous venons de voir que si la définition

de la valeur-temps est théoriquement simple, pratiquement elle devient très complexe.

Prenons l'industrie automobile, par exemple, et en tenant compte que dans les 3 facteurs de production nature, science et homme seul ce dernier est à la fois moyen et fin, c'est-à-dire onéreux. Le minerai, lui, c'est la nature : il est gratuit jusqu'au moment où du travail accumulé pour son extraction est contenu dans ce minerai. A partir de ce moment où le facteur homme entre en jeu il représente une valeur-temps.

De la mine à la fonderie, en tenant compte du "coût-temps"-homme-kilomètre-transport de la fonderie à la transformation, de la transformation à l'usine automobile: encore un coût-transport. Là, il va être transformé en auto, camionnette, camion, tracteur, etc... Ces catégories ayant chacune un coût-production donné, compte tenu de la valeur-temps accumulée pour l'extraction, fonderie, transports, etc... Nous voyons donc la complexité et le nombre de personnes occupées à la statistique coût-temps nécessaire dans cette suite ininterrompue de transformations; de plus le temps de production variera dans des usines différentes n'ayant pas toutes une productivité égale, même en admettant qu'en société collectiviste, comme communiste d'ailleurs, on arrive à une plus grande standardisation et, par là, une rationalisation socialiste supérieure à l'actuel régime concurrentiel-- concurrence maintenue d'ailleurs avec la monnaie-temps.

Si nous ajoutons aux difficultés pratiques, même dans des secteurs techniquement avancés, comme dans l'exemple cité, la survivance d'un secteur individualiste: artisans, petits paysans petites manufactures dans les débuts de la société révolutionnaire, nous voyons que le problème devient encore plus complexe. Le coût-

temps chez un paysan individuel varie du simple au triple ou quadruple par rapport à une ferme socialisée travaillant avec des moyens techniques supérieurs et bénéficiant d'un travail social multiplié. De même le coût par région donnée, tant dans le secteur privé que collectiviste, subit également des variations sensibles avec "les diverses régions". Nous ne voyons pas très bien la détermination "valeur-temps" de production d'un chou-fleur, d'un kg de tomates d'une botte de radis, etc... C'est une armée de chronomètres qu'il faudrait ! Le coût d'un service public dans ses divers services ? Même si, avec certaines écoles collectivistes qui prévoient la gratuité de tous les services publics, on élimine ce problème, il reste le secteur productif proprement dit, et c'est déjà bien complexe.

Nous devons avant de conclure ce chapitre aborder rapidement la conception du "collectivisme anarchiste" défendu par Bakounine par opposition au "communisme autoritaire" de Marx, puis repris par Ricardo Meilla qui en fut le dernier théoricien; chez ce dernier, il était une synthèse du "mutuellisme" proudhonien et du collectivisme de Bakounine (secteur individuel et secteur collectiviste).

Il va sans dire que si Bakounine parlait d'une rétribution d'après le temps de travail, pour lui, "à chacun selon ses oeuvres" n'a jamais signifié l'existence ou la persistance d'une hiérarchie, c'est-à-dire d'une rétribution qualitative du travail. Bakounine s'est toujours affirmé partisan d'une égalité économique pour une durée de travail donnée quelle que soit la spécialisation du travailleur : la société socialiste assumant la charge d'éducation, d'instruction, de documentation des spécialistes, techniciens, savants, d'une façon complète et gratuite, ces derniers se-

raient mal venus de demander une part plus grande dans la répartition de la production, ils ne font que rendre à la société par leurs connaissances et savoir que, grâce à elle, leur intelligence leur a permis d'acquérir, l'avance que leur avait faite cette même société.

Nous voyons que les conceptions socialistes de Bakounine se rapprochent en fait du communisme-anarchiste, né un peu plus tard...

## II - LA MONNAIE DE CONSOMMATION EN REGIME

### COMMUNISTE-ANARCHISTE :

Le principe communiste se définissant par la formule célèbre "de chacun suivant ses moyens, à chacun suivant ses besoins" nous voyons que le communisme n'est, en fait, que du socialisme intégral. Le collectivisme ne socialise que les moyens de production et services publics mais maintient une rétribution individuelle "à chacun suivant ses oeuvres" : le collectivisme repose donc sur "l'échange", alors que le communisme socialise en plus la consommation, réalise l'égalité économique ou équivalence des conditions. Il repousse donc, toute conception échangiste, pour réaliser une économie des besoins, "l'économie distributive".

Comment réaliser dans les faits, ce principe d'égalité économique ?

Ici une parenthèse : Il va sans dire que -- en particulier dans le domaine alimentaire qui est le domaine où une telle expérience peut être réalisée, après évaluation des stocks et production donnée, par branches -- toute production suffisamment abondante pour être distribuée "librement" sans entraîner de perturbations sera distribuée librement. Nous pensons, d'ores et déjà, que, pour la France en particulier et compte-tenu des capacités de production présentes, le pain, les pâtes alimentaires, la farine,

etc... pas mal de légumes, les céréales en général, certains fruits pourraient sans danger, après un temps plus ou moins long, être distribués librement, de même pour certaines productions industrielles. Pour ces produits abondants donc, pas de problème.

Pour les produits insuffisamment abondants pour être distribués librement et pas assez rares pour être répartis rationnellement, il existe deux procédés :

1°) LES BONS DE REPARTITION établis en fonction des besoins de la société dans son ensemble. Dans le cas du "collectivisme", cette évaluation tiendra compte du nombre d'enfants par groupe d'âge, des "non-producteurs" ou "non-travailleurs" : femmes occupées chez elles, infirmes, malades, vieux travailleurs, etc... et aussi du nombre de ménages, des célibataires, etc..., statistiques faciles à établir et qui existent d'ailleurs en société capitaliste. Cela dit, il est facile d'avoir un tableau des besoins.

S'agit-il de répartir des cuisinières, fournaux à gaz, machines à laver, réfrigérateurs, etc...? Ces articles n'intéressent, en général, que les ménages, l'homme ou la femme vivant seul, en hôtel municipal, et mangeant dans des restaurants municipaux ou d'entreprise, faisant laver leur linge à la Blanchisserie municipale de rue, de quartier, les vieux seuls, en maison de retraite, n'ont pas besoin de tels articles.

En tenant compte de tous ces facteurs et connaissant l'importance des stocks et des capacités productives à une époque donnée, tout en maintenant toujours une marge de sécurité dans les stocks, il est simple de distribuer par branche de production la quote-part de chacun en bons de répartition, chacun s'approvisionnant aux magasins spécialisés des villages et villes des produits en échange de ses bons.

Si ce procédé semble en tout point équitable, on lui reproche, à juste titre d'ailleurs, d'être trop rigide, de ne pas respecter le choix et les goûts de chacun : telle personne végétarienne n'aura que faire de son "bon" mensuel de viande par exemple, telle autre personne n'aura que faire de son "bon" pour un réfrigérateur qu'elle possède déjà alors qu'une machine à laver ferait mieux son affaire, etc...

2°) LA "MONNAIE DE CONSOMMATION" OU "MONNAIE DISTRIBUTIVE" - Tout cela nous oblige à prévoir un moyen plus adapté aux goûts et besoins de chacun. Car, si, bien souvent, on a assimilé le "communisme-libertaire" à l'uniformité, c'est, hélas ! que l'on connaît mal nos conceptions ou que l'on voulait, par cette boutade, convaincre les autres que nous n'étions que des niveleurs à tout prix.

L'égalité économique, pour nous, ne peut se concevoir que dans le respect des diversités de goût, l'uniformité, c'est la caserne.

De même qu'un individu naît avec des facultés physiques ou intellectuelles différentes de tel autre, de même il faut admettre des goûts, des vocations différentes. La seule chose que nous <sup>ne</sup> pouvons admettre : c'est que quelqu'un puisse "se goinfrer" pendant que d'autres crèvent de faim, que certains habitent des immeubles insuffisamment occupés pendant que d'autres crachent leurs poumons dans des taudis, etc...

Les réalités humaines nous font un devoir d'envisager un moyen moins rigide que les bons de répartition; ce moyen c'est la "monnaie de consommation" ou encore "monnaie distributive".

Comment réaliser techniquement une monnaie de consommation qui soit, comme son nom l'indique, le reflet non plus du coût de production-temps, mais le reflet de la production à distribuer indépendamment du "coût de revient"

de l'économie "échangiste"?

L'application en est simple. Connaissant le facteur démographique d'une part, et la masse de produits à distribuer, d'autre part, il est facile de déterminer la part-monnaie de chacun.

Il résulte du rapport des parts moyennes de chacun pour l'ensemble des produits, comme dit dans la partie "bons". Disons tout de suite que le nom donné à cette monnaie nous importe peu, qu'on l'appelle "point" ou, pour rester d'avantage dans les habitudes, "franc": le résultat et le contenu est le même.

Prenons un exemple ; nous partons du principe que les parts moyennes de chacun pour les divers objets ou produits ont une même valeur comptable :

Supposons que les parts moyennes pour quelques objets et produits soient par an :

-Blé 200 Kgs-estimons le Kg à 10Fr = 2.000Fr  
-Vin 200 L. = 2.000 : 200 = 10Fr le litre  
-Tissus:  
Laine 15 M. = 2.000 : 15 = 133 Fr le mètre  
Coton 20 M. = 2.000 : 20 = 100 Fr " "  
Soie 8 M. = 2.000 : 8 = 250 Fr " "  
-Viande 100 K. = 2.000 : 100 = 20 Fr le kilo  
-Poste T.S.F. 1/4 = 2.000 : 4 = 8.000 Fr pièce

Nous voyons par ce court exemple qu'il y a bien un rapport "quantité produits - monnaie consommation" quand on les compare sur les quantités moyennes; tandis que le coût-temps donnerait évidemment des rapports différents. Exemple : la viande est par rapport de 100 à 200 en ce qui touche le blé et bien dans les mêmes rapports monnaie 10 à 20, alors que la monnaie-temps donnerait: 10 à 60 environ, blé-laine: 10 à 200 au moins.

Si la production varie : le rapport varie dans des proportions inverses. Ainsi, si nous

obtenons 20 mètres de tissu de laine au lieu de 15 dans l'exemple, le rapport-monnaie sera de 2.000 : 20 = 100 Fr le mètre au lieu de 133 Fr et ainsi de suite : le rapport "masse-monnaie distributive" et "masse-produits" reste toujours constant dans ses proportions inverses.

Mais tout de suite, une question se pose : Il reste évident que la révolution n'entraînera pas tout de suite l'ensemble de la population aux conceptions communistes-libertaires; si ces conceptions sont acquises dans les entreprises industrielles dans leur grosse majorité, si, dans l'agriculture, si nous prenons la France, les régions de grosse propriété peuvent passer immédiatement à la socialisation des terres, par contre, dans les régions où prédominent les petites propriétés<sup>s</sup> familiales, nous devons admettre la survivance pendant un certain temps de cette petite propriété, la révolution ne pouvant réaliser la socialisation forcée, comme on a réalisé l'étatisation forcée en Russie. L'héritage étant supprimé et les transactions immobilières rendues impossibles, c'est par l'exemple que nous devons gagner ces individualistes à la cause communiste, soit directement, soit par l'intermédiaire des coopératives de production qui seront alors une étape, soit enfin par le canal collectiviste qui a une grande parenté avec la coopérative de production. Ce que nous avons dit pour la petite paysannerie vaut pour un large secteur artisanal qui, lui aussi, évoluera vers une conception socialiste. Tout cela dans la phase inférieure du communisme-libertaire. Car, positivistes, nous ne voyons pas les hommes tels que nous voudrions qu'ils soient mais tels qu'ils sont, avec leurs préjugés, leurs coutumes et tout l'héritage de générations du régime "prix-salaire-profit", mais nous voulons croire qu'un changement dans les structures économiques et sociales entraînera assez rapide-

ment une évolution vers des formes supérieures de production par la loi de l'exemple.

Comment sera réglé le problème pour les secteurs individualistes, coopératifs et collectivistes puisque la monnaie de consommation ne repose pas sur le "prix de revient-temps" et que nous devons en même temps créer une équivalence des conditions ?

Nous pensons qu'en dehors des calamités (grêle, gelées, inondations, etc...) pour l'agriculture où la solidarité communiste doit jouer à plein, il est évident qu'il peut y avoir un petit décalage dans certains cas entre le niveau de consommation socialiste et individuel, si par paresse, par exemple, l'individualiste ne fait pas rendre sa terre tout ce qu'elle peut rendre, compte tenu de ses moyens de production d'une part et des rendements moyens par secteur de territoire donné, les rendements variant pour une culture donnée avec le terrain. La société socialiste ne peut comme la société capitaliste se payer le luxe de faire vivre une armée d'oisifs, de paresseux. La paresse faisant acte d'autorité vis-à-vis des autres travailleurs en obligeant ces derniers à travailler d'avantage, car le paresseux entend rester un "consommateur" à part entière. L'oisiveté n'a donc jamais été une liberté pour un homme valide.

Dans la mesure où les individualistes, les collectivistes et coopérateurs de production livrent aux entreprises de stockage communales ou cantonales en tenant compte des superficies cultivées et du rendement moyen dans ces secteurs, eux et leur famille toucheront leur "quote-part", comme tous les consommateurs. Dans le cas cité plus haut il sera proportionnel (sauf pour les enfants qui reçoivent leur part) aux récoltes livrées; pour les coopératives et collectivités le montant global monnaie sera remis à la coopérative ou collectivité qui répartira suivant ses

structures internes, égalitairement ou d'après les superficies ou récoltes, etc...

Pour les artisans à conscience professionnelle normale : chiffre monétaire consommation égal aux autres, pour ceux qui seraient considérés "tire-au-flanc" par les personnes faisant appel à leurs services, il deviendrait proportionnel.

Nous voyons que la société fédéraliste libertaire, avec la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la domination de l'homme sur l'homme, est la seule méthode d'organisation qui permette la cohabitation des 4 secteurs dans la PHASE INFÉRIEURE DU COMMUNISME, dans une société en évolution vers la totale solidarité communiste.

La période de changement de la monnaie peut être admise à intervalles plus ou moins grands. Nous voyons que la monnaie de consommation offre une grande simplicité par rapport à la monnaie collectiviste de la valeur-temps, puisque dans notre système tout ne repose que sur une statistique comptable-matière indépendamment de la valeur-temps. En plus de son rôle distributif, la monnaie distributive joue un autre rôle : celui d'indiquer la satisfaction des besoins et préférences dans les divers secteurs des biens d'usage ou de consommation.

Bien entendu, comme leur rôle les y désigne les services publics, l'habitat, l'hygiène sont entièrement gratuits en société communiste de même que pour les engrais, les produits anticryptogamiques livrés à l'agriculture, les réparations de matériel divers, etc... les seules choses payantes, en monnaie-consommation sont les produits de consommation, d'usage vestimentaire, ménagers, et, en général, tous les produits industriels d'usage individuel : cycles, autos individuelles et familiales, etc.

La monnaie de consommation reste bien la

monnaie la plus rationnelle, surtout si nous envisageons l'évolution des techniques industrielles. Les partisans de la monnaie-temps resteraient bien embarrassés si on leur demandait de déterminer le temps de production dans une usine automatique où les seuls éléments rentrant en compte restent le "capital constant" suivant la définition marxiste, le capital variable étant réduit presque à néant. D'autre part la production est un moyen non un but, elle est le moyen de satisfaire des besoins; C'est cela le but en société socialiste, d'où une monnaie appropriée au but et non au moyen.

Nous avons évité l'emploi de formules, de style souvent incompréhensibles pour la majorité des lecteurs, les érudits en économie politique nous en excuseront. Pour beaucoup de ces derniers tout cela paraîtra simpliste. C'est qu'en effet en société socialiste tout devient simple dès que nous sortons du système "argent-marchandise-argent" ou encore du cycle vente-achat. Avec Kropotkine nous restons convaincus que c'est ce système "vente-achat" que nous voulons abolir, car il reste la cause du capitalisme et non pas le contraire comme l'affirment certains marxistes. La survivance de la vente et de l'achat après une révolution signifierait que la société capitaliste a évolué vers d'autres formes de société d'exploitation, mais jamais nous ne pourrions dire que nous sommes en société socialiste, l'exemple russe est suffisamment édifiant sur ce plan pour que nous insistions.

J. L A G O R C E.

N.B. Dans un autre article nous traiterons de la conception constructive de l'anarchisme révolutionnaire à la lumière des faits et expériences connus à ce jour.

# Le "PARTI OUVRIER" et les ANARCHISTES

## AVANT PROPOS -

Il y a bien longtemps que les hommes dits de gauche ne font plus confiance à l'Action ouvrière. La classe ouvrière qui depuis maintenant bien plus de cinquante ans a sacrifié sa propre action à celle des partis qui prétendaient la représenter, se trouve sans aucun moyen d'action, sans organe de lutte valable. Quant aux partis qui plaçaient tous leurs principes d'action dans la lutte sur le plan légal et parlementaire, ils se trouvent impuissants en face de la disparition d'un Parlement réel. Si l'on veut bien imaginer un cerveau machiavélique ayant travaillé pendant des années pour anéantir tout désir des masses de se libérer, la réussite semble parfaite. C'est, au fond, très simple : On convainc les gens qu'ils ne peuvent agir valablement que sur le plan légal et il suffit ensuite de détruire cette "Légalité". Nos grands hommes de

gauche n'avaient jamais pensé à ça ! Aucune formation politique n'envisage autre chose que de s'enfermer dans cette légalité qui n'existe plus en fait.

Le grand mythe des derniers instants de la IV<sup>e</sup> République a été la formation du grand parti qui devait réunir toute la gauche. Nous avons vu naître l'Union de la Gauche Socialiste, et ensuite l'U.F.D. -- électoralement, ces petites formations n'ont pas eu tellement de succès. On se demande ce qu'il demeure de pratique dans leur existence quand on sait d'autre part qu'elles ont été bien incapables d'élaborer une doctrine en dehors de l'électoratisme.

Le parti communiste sacrifiait aussi au "mythe" en prêchant l'Union des travailleurs communistes et socialistes : Il ne risquait pas grand'chose, à vrai dire, car les travailleurs socialistes peuvent se compter sur les doigts de la main. Nous avons montré récemment (voir notre dernier numéro) que cette attitude correspondait, en fait, à un retour du P.C. aux thèses réformistes de la Sociale-Démocratie (Voir le fameux rapport Kroutchev).

S'il existe encore un corps électoral "de gauche", il vote toujours pour les partis classiques : Et la petite escroquerie gaulliste fait que le seul parti classique à être représenté valablement à la Chambre fantôme est le parti socialiste S.F.I.O.

On voit déjà où seront entraînés nos électoralistes impénitents. Ils voteront "utile", c'est-à-dire "socialiste" même s'ils ont dit NON au référendum, même s'ils combattent la guerre d'Algérie et même s'ils combattent toutes les thèses de la S.F.I.O. Mais on dira : "Il vaut mieux tout de même un socialiste à un réactionnaire ou à un fasciste." Nous savons, ou croyons savoir, ce qui se trouve au bout de tout cela : le découragement et dans le meil-

leur des cas, un gouvernement socialiste en régime fasciste. Outre qu'en matière sociale, il y a très peu de différence entre le réformisme bon teint et le fascisme, un national-socialisme n'est donc pas exclu. Bien de l'eau a passé sous les ponts, on le voit, depuis que M. Jean COUTROT, "chef de la Synarchie", était chef du cabinet de Léon Blum en 1936 !

C'est dans cette histoire de fou que la "Gauche" évolue présentement. Le parti communiste ne s'est pas encore payé le ridicule de faire voter ses militants pour le parti socialiste, mais cela viendra sûrement ! Messieurs Hervé et Lecœur ont passé le cap allégrement depuis plusieurs mois en adhérant à la S.F.I.O. Les arguments invoqués en faveur de leur adhésion furent : que la S.F.I.O. est le seul parti de "gauche" valable, que si l'on est pas d'accord avec elle, la démocratie règne en son sein, il n'y a donc pas d'autre solution que d'y adhérer, etc...

Pierre HERVE écrit dans "Nation Socialiste" de décembre 1958 :

"Je suis persuadé que les partisans d'un socialisme démocratique reviendront ou viendront à la S.F.I.O., qui, dans les circonstances nouvelles, est appelée par la force des choses à jouer un rôle dirigeant à gauche. C'est pourquoi quiconque entreprend systématiquement de rendre plus difficile ou impossible l'entente nécessaire entre la S.F.I.O. et toute la gauche démocratique et socialiste, me paraît faire le jeu de la réaction."

Cet état d'esprit n'est pas du tout exceptionnel. Nous l'avons entendu nous-mêmes de la bouche de militants minoritaires de la S.F.I.O. qui restent persuadés que le parti socialiste autonome rejoindra le "giron" du "Parti". (Remarquons que d'autres souhaitent voir ces so-

cialistes adhérer à l'U.G.S. que sa trop grande diversité de tendance conduit et conduira de plus en plus à l'impuissance et à la disparition). Il se peut, en fin de compte, que les prévisions d'Hervé se réalisent. Cela est normal à nos yeux : Le problème de fond reste avant tout (et trop peu s'en rendent compte) un problème idéologique. La Gauche se refusant de sortir de l'électoratisme, la seule théorie propre à son action est le réformisme. La source du réformisme de gauche est traditionnellement la sociale-démocratie. Son cadre naturel : le parti S.F.I.O. Mais nous sommes beaucoup moins convaincus qu'Hervé que tout cela battra la "réaction". On pensait déjà sous les Républiques bourgeoises III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> que la réaction serait battue par une majorité de gauche ou par la prédominance d'un parti de gauche. On aboutissait à un seul résultat : un gouvernement de gauche "gérant loyalement" les intérêts du Capital. Il ne pouvait en être autrement au sein du régime de classes. Et c'est là que, -- n'en déplaise à Hervé -- le jeu de la réaction se faisait le mieux. Dans la situation faite par la V<sup>e</sup> République, c'est beaucoup plus simple. On ne peut battre la réaction qu'au sein du Parlement qui ne légifère pas au sein du gouvernement, qui, au fond, ne gouverne presque plus lui-même.

+ + +

Outre qu'ils sont incapables de sortir du régime, même autoritaire, ce qui n'est pas nouveau pour nous et pour nos lecteurs, cette attitude qu'il faut prévoir de la part des "gauchistes" vis-à-vis du parti socialiste est conditionnée par un certain état d'esprit qu'il faut dénoncer. C'est ce que nous appellerons le "mythe de l'unité". Il est certain que la prédominance du marxisme dans le monde ouvrier

provient de ce mythe. A ceux qui envisageaient la Révolution même immédiate, les marxistes opposaient au début de ce siècle une théorie de luttes successives, par paliers, à partir de la société actuelle. Cela pouvait être raisonnable et le bulletin de vote était quelque chose d'autrement palpable qu'une utopique grève générale. On pouvait penser qu'avant d'envisager de changer radicalement les institutions économiques, il fallait tirer tout ce qu'on pouvait du régime existant. Les premières réformes sociales faisaient conclure qu'il vaut mieux, selon le vieil adage "tenir que courir". On allait d'abord à l'Utilité immédiate. Au regard de cette pensée qui gagnait la masse, les anarchistes d'alors paraissaient être des utopistes et des rêveurs. Savaient-ils d'ailleurs eux-mêmes qu'ils écrivaient pour un autre temps ? Cette soif de réformes devait les gagner eux-mêmes et nous avons déjà relaté comment ils s'en tirèrent en affirmant qu'elles ne devaient être obtenues que par "l'action directe" pour être valables. C'est ce que Jean GRAVE exprime dans son étude sur la Défense des Salaires (Réformes et Révolution) :

"Sans doute qu'avant d'avoir compris que leur situation ne changera réellement que du jour où il ne sera plus possible à un individu ou groupe d'individus, d'exploiter le travail de ses semblables les travailleurs sont appelés à expérimenter l'une après l'autre les réformes qui doivent adoucir le régime d'exploitation qu'ils subissent. Seulement c'est un mensonge de vouloir leur montrer cette amélioration comme un but définitif de leurs efforts, alors que ce ne peut être qu'un soulagement momentané."

Il y avait dans cette démarche une concession manifeste au réformisme marxiste et on sent bien que Grave ne pouvait nier absolument toute valeur à la réforme sans risquer de perdre l'au-

dience de ses lecteurs.

Bien que cela soit tentant, il serait vain, parce que l'on ne peut remonter le cours de l'histoire, de se demander ce qu'il serait advenu si la classe ouvrière avait épousé la thèse du "Tout ou Rien" développée par les révolutionnaires de 1900. Nous avons dû, nous aussi, subir le courant et nous n'avons pas échappé à une certaine démagogie dans notre propagande à certaines époques. Expliquons-nous. L'objection la plus courante qui est faite aux anarchistes est qu'ils ne "font" rien. "Vous ne savez que discuter" nous dit-on, "mais que faites-vous ?". Et nos contradicteurs de nous opposer les partis "ouvriers" qui, eux, "agissent", proposent des réalisations. Nous nous sommes tous demandé à un moment quelconque de notre vie de militants si l'anarchisme n'avait pas besoin d'efficacité. Certains d'entre nous, dans des périodes plus calmes de démocratie bourgeoise, s'interrogèrent même sur la validité finale de nos méthodes. Et c'est ainsi que nous fûmes tentés d'imiter nos adversaires politiques. Certains numéros du "Libertaire" d'il y a quelques années présentèrent à la classe ouvrière des revendications immédiates. Depuis qu'Archinov s'était interrogé sur nos impuissances, il fut question de se transformer en parti politique. Il y eut à diverses reprises des polémiques violentes dans notre mouvement sur ce sujet. La participation au régime fut envisagée même sous la forme électorale. Le virus de l'efficacité à tout prix nous possédait à tel point que des militants éminents tel Rocker furent obligés de perdre leur temps à démontrer que nous n'avions rien à faire dans les Assemblées bourgeoises (lire à ce sujet l'un des derniers numéros de "Views and Comments" publié par nos camarades des Etats-Unis). Aujourd'hui, les anarchistes que nous sommes sont

convaincus, au contraire, que l'organisation révolutionnaire doit être d'un type nouveau : Nous y reviendrons en conclusion de cette étude.

Les sociaux démocrates et les communistes n'ont pas été à l'abri de polémiques du même genre. Sans citer les polémiques soutenues au sein du parti communiste italien par les bordiguistes adversaires de la "participation", nous ne pouvons passer sous silence les faits rapportés par Lénine et les arguments qu'il développe dans la "Maladie Infantile du Communisme".

Les communistes de "gauche" Hollandais écrivaient en 1920 dans le "Bulletin de l'Internationale Communiste" :

"Lorsque le système de production capitaliste est brisé... l'action parlementaire perd peu à peu de sa valeur... il peut même s'avérer indispensable de répudier toute participation, quelle qu'elle soit à l'action parlementaire".

Ce à quoi Lénine rétorquait :

"Que la classe ouvrière des villes, les soldats et les paysans de Russie aient été, en septembre-novembre 1917 par suite de conditions particulières admirablement préparés à l'adoption du régime soviétique et à la dissolution du plus démocratique des parlements bourgeois, c'est là un fait historique indéniable et parfaitement établi. Et cependant, les bolchévicks n'avaient pas boycotté l'Assemblée Constituante; ils avaient au contraire participé aux élections avant et après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat..."

On sait ce que l'application de cette théorie en Europe Occidentale a donné là où les parlements bourgeois avaient une existence réelle et des années derrière eux. Les partis communistes ont été obligés de faire du réformisme, ils ont né-

gligé l'action de masse à laquelle Lénine fait allusion et ont été finalement impuissantes, que ce soit avec 250 députés dans le "Parlement le plus démocratique" ou que ce soit avec 10 députés dans un Parlement fantôme.

Mais cela n'était pas nouveau, même à l'époque de Lénine et il y a beau temps que les partis sociaux-démocrates avaient suivi le même chemin en étant partis des mêmes thèses. On pourrait même dire qu'ils ont mieux réussi puisqu'ils se sont maintenus au pouvoir dans toute l'Europe Occidentale à peu près régulièrement depuis la fin de la guerre. En France même, la IV<sup>e</sup> République a vu les communistes soutenir allègrement les socialistes dans les périodes où ils faisaient le plus le jeu de la bourgeoisie : Vote des Pouvoirs Spéciaux à Guy Mollet ou élection de Le Troquer à la présidence de l'Assemblée. On arrive alors au raisonnement suivant qui est, de nos jours, celui de bon nombre de militants de bonne foi de la S.F.I.O. : Il vaut mieux que nous soyons présents qu'absents. Il vaut mieux voter les Pouvoirs Spéciaux à Guy Mollet qu'à Pinay. On objecte que Guy Mollet fait la même politique mais ce n'est tout de même "pas pareil". D'ailleurs la présence de ces "camarades" évite le pire. Et c'est ainsi que l'on s'enfonce de plus en plus dans la complicité. Sur un plan plus idéal, les plus purs pensent d'abord qu'ils sont les "gardiens du mieux-être". On reste au pouvoir pour "sauvegarder" le patrimoine de la "gauche", pour conserver les conquêtes sociales; et on donne l'impression à la masse que l'on est en fin de compte "efficace". Au reste la masse admet parfaitement ce genre de raisonnement et il faut bien constater qu'elle vote régulièrement pour les mêmes, pour ceux qui, hélas, n'ont "pas pu" faire ce qu'ils avaient promis-- mais, pense-t-on, seulement parce qu'

ils n'ont pas encore la fameuse "majorité". Aussi, il faut constater deux points : Il est impossible de remplacer les partis dits classiques dans l'état d'esprit actuel de la masse; les mots d'ordre abstentionnistes ne seront jamais suivis par la masse actuellement.

Ce problème, grave entre tous pour les révolutionnaires, n'avait pas échappé aux anarchistes de la période d'entre-deux guerres; la lecture de Sébastien FAURE nous le fait ressentir. Il ne semble pas d'ailleurs que le militant réfléchi qu'il était y ait trouvé de solution satisfaisante. S'il se déclare lui-même résolument abstentionniste, il écrit dans "Le Libertaire" qu'il est contre les campagnes abstentionnistes. Plus curieux encore sont les positions qu'il développe dans ses "Propos Subversifs" où, bien qu'il le critique sur le fond, il considère le parti socialiste comme une "Force de la Révolution". Il semble même quelquefois lui assigner un rôle. Il se conduit tout aussi prudemment avec les partisans de la III<sup>e</sup> Internationale à qui il conseille d'abandonner la "course au pouvoir". (C'est encore aujourd'hui le même problème qui se pose à nous devant la situation que nous avons exposée plus haut. Il n'y a pas d'autre solution que d'essayer de poser le problème à fond.)

Il est fondamental de faire une première remarque : L'idéologie "socialo-démocrate" classique existe uniquement en fonction d'une certaine forme de la démocratie bourgeoise. Quoique l'on pense d'elle, elle ne se réalise pleinement qu'en régime parlementaire. Les idéologues socialistes actuels qui ont fait la jonction entre le marxisme et les thèses du XVIII<sup>e</sup> siècle du "Grand Orient" pensent que la société évolue indéfiniment depuis que la "grande Révolution" de 1789 est faite. Le socialisme ne fait que la parachever. Il est donc logi-

-24-

que de supposer que "réformistes" en régime bourgeois, ils devraient être révolutionnaires dans tous les régimes qui représentent une régression par rapport à la démocratie parlementaire. Ils ont "résisté" au cours et avant la dernière guerre contre les fascismes européens, par exemple. On ne peut plus dire que la V<sup>e</sup> République française est un régime parlementaire, mais les "socialistes" vivent sur la lancée et agissent comme si des possibilités de réformes par la voie des institutions leur étaient offertes. Or, il n'y aura d'issue pour la masse que dans un mouvement de forme révolutionnaire : Il suffit d'étudier la constitution gaulliste pour s'en rendre compte. Quelle valeur accorder désormais aux thèses réformistes ?

+ + +

Mais il faut savoir que les socialistes ont été aussi révolutionnaires en régime bourgeois. Il est facile de résumer la théorie, c'est celle -même que Lénine a reprise plusieurs dizaines d'années après: Le But réel est bien de détruire la société d'exploitation mais il faut envoyer des représentants dans les assemblées bourgeoises pour servir d'agitateurs et donner une tribune au prolétariat. Au départ, on n'envisage pas une minute de participer réellement au pouvoir bourgeois. Les premières objections sont psychologiques : Quelle garantie avons-nous que l'élus de la "classe" ne se laisse pas prendre par le régime ? Jean Grave nous rapporte que les socialistes d'après la Commune se croyaient sauvegardés par les "considérants révolutionnaires". Mais c'était aussi ne pas se rendre compte du rôle réel des assemblées bourgeoises qui est de légiférer. Il est impossible à un élu du peuple de s'opposer à tout et dès qu'il vote pour une loi, il exerce lui-même le Pouvoir qu'il se fixe pour

but de détruire.

A l'époque de Lénine, bien qu'ils aient gardé les fameux "considérants", les socialistes avaient déjà sombré dans la participation au régime bourgeois. Le même Lénine reprenait la thèse de l'élu agitateur et déclarait nécessaire l'action directe des masses. Pour sauvegarder les "considérants", il envisageait une discipline de fer à l'intérieur du Parti. Néanmoins, il n'y a plus d'action directe pour les partis communistes occidentaux, et Kroutchev, lui-même, parlait au XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. de la voie parlementaire pour parvenir au socialisme. C'est sans doute pour cette voie parlementaire que les communistes français ont présenté des candidats au parlement gaulliste sans pouvoirs! On voit que la remarque concernant la "lancée" du parti socialiste est valable aussi pour le P.C.

Pour savoir ce qui s'est passé, il est utile de revoir les textes anciens. Voici, par exemple, le préambule à la Déclaration de Principes du parti socialiste belge de 1900 (qui s'appelait : le Parti Ouvrier) :

- "1- Les richesses, en général, et spécialement les moyens de production, sont ou des agents naturels ou le fruit du travail --manuel ou cérébral-- des générations antérieures aussi bien que de la génération actuelle elles doivent, par conséquent, être considérées comme le patrimoine commun de l'humanité.
- 2- Le droit à la jouissance de ce patrimoine, par des individus ou par des groupes, ne peut avoir d'autre fondement que l'utilité sociale et d'autre but que d'assurer à tout être humain la plus grande somme possible de liberté et de bien-être.
- 3- La réalisation de cet idéal est incompatible avec le maintien du régime capita-

liste qui divise la société en deux classes nécessairement antagonistes : L'une qui peut jouir de la propriété sans travail ; l'autre obligée d'abandonner une part de son produit à la classe possédante.

4- Les travailleurs ne peuvent attendre leur complet affranchissement que de la suppression des classes et d'une transformation radicale de la société actuelle. Cette transformation ne sera pas seulement favorable au prolétariat, mais à l'humanité tout entière. Néanmoins, comme elle est contraire aux intérêts immédiats de la classe possédante, L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA ESSENTIELLEMENT L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES."

Nous sommes très loin du programme de Guy Mollet, et nous sommes tout aussi éloignés du programme du parti communiste.

Quel est, au fond, l'anarchiste-communiste qui ne serait pas d'accord avec cette partie du programme ? Il faut insister particulièrement sur l'affirmation selon laquelle c'est la classe ouvrière qui se libérera elle-même. Cela signifiait pour les sociaux-démocrates d'alors -- et pour nous bien sûr-- qu'il n'y a que l'action directe qui soit réellement valable. Il est curieux de constater que le dit parti socialiste était déjà engagé dans l'action parlementaire au moment où il publiait ces lignes. Les affirmations économiques contenues dans cette citation se suffisant à elles-mêmes, nous insisterons sur deux de ces aspects. Il y a, à la base, une affirmation éminemment matérialiste : Les travailleurs ne se sauveront qu'eux-mêmes, cela veut dire que l'homme ne se libérera que par lui-même et qu'il n'est pas besoin de mythes qui le dépassent. Dans l'esprit des militants de l'époque, il n'y avait donc pas de

place pour un culte spécial pour le "Parti". Ce n'était pas le parti socialiste qui devait libérer la classe ouvrière, c'est la "classe" elle-même. Il reste à savoir quelle place on assignait au "Parti" lui-même : ce qui ne semblait pas tellement être clair. La notion la plus communément admise par les marxistes était que le Parti avait pour tâche de concrétiser les revendications de la classe ouvrière et de la <sup>re</sup> présenter. A cette notion s'opposait la thèse syndicaliste qui faisait du syndicat la seule organisation de lutte de classe. Nous savons aujourd'hui que dans bien des cas, le Parti est devenu une personnalité en lui-même. Chez les communistes, il est lui-même une véritable incarnation de la classe. Chez les sociaux-démocrates actuels, s'il ne correspond pas à un culte, il représente une forme d'organisation immuable, à laquelle on apporte un attachement sentimental, à qui on pardonne les erreurs. On ne peut d'ailleurs se faire une idée de la lutte autrement qu'à travers lui. Il est probable que les sociaux-démocrates ne pensaient pas qu'il pourrait exister un jour une concurrence entre eux et la classe qu'ils prétendaient représenter. C'est pourtant comme cela que les choses se présentent aujourd'hui. Outre qu'il faut préciser ce que nous avons déjà écrit dans notre précédent numéro : Les deux partis communiste et socialiste parlent à eux-seuls et concurrentement au nom de la "classe". Si nous admettons que la doctrine selon laquelle l'esprit est distinct de la matière et domine celle-ci est la Métaphysique, nous pouvons dire que le "mythe" du parti est lui-même d'essence métaphysique. Il faut voir, à notre sens, dans cet état d'esprit, l'abandon des notions matérialistes fondamentales par les partis marxistes. C'est aussi, à notre avis, au nom de cette notion qu'ont agi LECOEUR et HERVE lorsqu'ils ont rejoint le parti socialiste, habitués qu'ils

étaient au cadre du Parti. La nostalgie de ce mythe à même touché les anarchistes dans bien des cas. Nous avons parlé plus haut de certaines tentatives de constitution de "parti", nous voudrions parler de certains vieux militants habitués à une certaine forme d'organisation libertaire et que nous choquons bien souvent, nous le savons, par notre essai de nouvelles méthodes (nous devons revenir sur tout cela). En résumé : mythe du parti inexistant chez les socialistes de 1900. Mais la conception de "conquête politique" et d'Action directe ne pouvait très longtemps co-exister. Il fallait sacrifier l'une au dépend de l'autre. Nous avons vu que Lénine tentait de nouveau cette co-existence, il n'eut pas plus de succès. Enfin, le syndicalisme qui se trouvait à la remorque du parti devait s'édulcorer au point de n'avoir plus de vie propre. De nos jours, beaucoup d'ouvriers s'interrogent sur sa valabilité.

Il nous faut dire un mot de certaines idées développées par nombre de militants du parti socialiste : Le fait que leur parti soit coupé de la classe ouvrière ne leur échappe pas. Ils comprennent aussi que la coupure vient du choix des socialistes pour l'action de "conquête des pouvoirs". Ils prônent alors, comme solution, ce que l'on appelle le "Travailleursisme", qui est cette méthode en honneur en Angleterre, qui consiste à englober les syndicats et autres organisations ouvrières à l'intérieur du "Parti". cela signifie, en quelque sorte, revenir sur le choix. Cette solution a peu de chance de <sup>se</sup> réaliser en France. DEPREUX nous dit que les travailleurs sont encore trop attachés aux principes de la "Charte d'Amiens" sur l'indépendance syndicale. Et il est de fait que même "Force Ouvrière" a toujours été opposée aux tentatives timides faites par le parti socialiste pour l'englober d'une manière apparente. Mais la Charte

d'Amiens n'était elle-même qu'une solution "nègre-blanc" entre les syndicalistes purs et ceux qui étaient partisans du "parti". Aussi n'est-elle qu'un point de repli qui ne satisfait personne au fond. André PHILIP et avec lui les socialistes minoritaires ou majoritaires les plus conscients se rendent compte -- nous l'avons vu -- que le syndicalisme ne peut demeurer dans la simple revendication de salaire. Le travailisme pourrait le faire évoluer nous dit-on, "dans les sphères du pouvoir" : Là il faut frapper. Mais le syndicalisme se trouve, en final, devant le même problème que le parti social-démocrate. Si le parti socialiste a pensé arriver au socialisme par les réformes qu'il escompte de sa participation au pouvoir, le syndicalisme a uniquement revendiqué pour ces réformes en perdant complètement de vue son but initial qui était "l'abolition du patronat et du salariat". A son échelle, il n'avait pu faire le choix. Jean GRAVE pressentait au moins en partie ce problème quand il écrivait (Réformes ou Révolution : Le syndicalisme) :

"Par le fait qu'ils sont forcés de lutter journellement contre les exploités, les syndicats, même lorsqu'ils inscrivent dans leur programme la suppression du salariat (...), cela reste toujours une revendication lointaine, toute leur activité étant absorbée par la lutte quotidienne et les conflits qui surgissent (...) Cependant, la lutte qui leur donne conscience de leur force, par contre, a l'inconvénient de faire prédominer les réclamations du moment, au détriment des réalisations plus éloignées. IL Y A UNE PENTE sur laquelle IL EST FACILE DE GLISSER. C'est pourquoi; il serait dangereux de voir dans le syndicalisme le seul moyen révolutionnaire."

Il n'y a plus de nos jours de syndicalis-

me révolutionnaire réel et les partis socialistes sont incapables de résoudre les problèmes posés par le syndicalisme. Finalement, si l'action directe est rendue nécessaire bientôt aux yeux de tous par l'impossibilité d'une action réelle du parti socialiste ou du parti communiste, il reste à poser de nouveau l'organisation nouvelle du prolétariat : Par qui ? Comment ? Autant de questions encore impossibles à résoudre par les dits partis.

Mais revenons à la Déclaration de Principes du Parti Ouvrier belge de 1900 : L'article 5 nous dit :

"Les travailleurs devront avoir pour but, dans l'ordre économique, de s'assurer l'USAGE LIBRE et GRATUIT de tous les moyens de production. Ce résultat ne pourra être atteint, dans une société où le travail collectif se substitue de plus en plus au travail individuel, que par l'appropriation collective des agents naturels et des instruments de travail".

Rien, ici encore, qui puisse mettre en lumière une divergence quelconque entre les socialistes et les anarchistes-communistes d'alors. Nous croyons hors du but de cette étude d'apprécier si les notions que nous avons de la Révolution peuvent être aussi simplifiées de nos jours. Il n'y a pourtant pas de doute que nombre de socialistes et même de communistes actuels ne nient pas que l'anarchisme ou le communisme libertaire soit le véritable but final. Cela était beaucoup plus sensible à cette époque où "Le Peuple", organe social-démocrate écrivait en 1901 :

"Certes l'idéal libertaire nous apparaît comme le point culminant de l'évolution sociale et rien ne saurait nous séduire mieux que le beau rêve de fraternel communisme où les hommes seront délivrés de toute contrainte, parce qu'ils seront débarrassés de tout an-

tagonisme (...)"

Les militants socialistes de la base ne le pensaient-ils pas dans la Catalogne de 1937 ?

C'est sans doute pour ces raisons qu'un grand nombre d'anarchistes-communistes du début de ce siècle étaient membres des partis socialistes. Nous croyons utile de signaler le fait qui est en général ignoré même au sein de notre mouvement. Ils en furent tous exclus en fin de compte. Leur expérience est utile pour nous à plus d'un titre.

A l'époque où nos camarades militaient au sein du parti socialiste, les violentes polémiques entre MARX et BAKOUNINE avaient déjà eu lieu et la I<sup>o</sup> Internationale avait sombré dans la scission. Ils pensaient pourtant que leur présence était plus utile A L'INTERIEUR qu'à L'EXTERIEUR. Ils ne s'en allèrent que lorsqu'ils furent exclus et des textes font foi qu'une fois EN DEHORS, ils ne cessaient de revendiquer leur appartenance au parti et tentaient de démontrer que leur exclusion était illégale en fonction des statuts. Quels pouvaient être leurs mobiles ? Il nous faut essayer de les imaginer si nous voulons répondre de la meilleure manière possible à la question posée au début de cet article à propos de Sébastien Faure et de l'habitude des masses à n'admettre que les organisations dites "classiques".

Sans doute, à cette époque, le parti socialiste représentait la classe ouvrière et les militants organisés. Force nous est de dire qu'encore aujourd'hui les anarchistes de toute<sup>s</sup> tendances ont été incapables de résoudre ce problème de l'organisation. Il ne se passe pas de réunions anarchistes où l'on ne discute pas pendant des heures de ce problème sans trouver de solution acceptable pour tous. Qu'on nous permette de dire franchement que le récent Congrès Anarchiste International de Londres est

un modèle du genre. Aussi, nos camarades de 1900 constataient que les buts du parti socialiste étaient en fin de compte identiques aux leurs. Le parti était réformiste, certes, mais ils essayaient de faire valoir leurs thèses en son sein. Nous serons très durs et nous dirons que la raison fondamentale était aussi qu'ils avaient été incapables de s'organiser eux-mêmes. Certains anarchistes-communistes eux-mêmes se déclarèrent (comme Grave dans sa brochure : "Organisation, initiative, cohésion) contre l'organisation et écrivaient :

"De quoi se plaint-on ? Que les anarchistes manquent de cohésion, qu'ils tiraillent un peu au hasard, sans lien d'aucune sorte, perdant ainsi une partie de leur force faute de solidarité pour donner plus de suite à leur action (...) Mais je ne crois pas que cela soit un si grand mal. C'est la méthode des partis autoritaires de décréter l'entente, la fédération, en créant des organisations et des groupements qui avaient pour but d'assurer cette union et cette unité de but. Les anarchistes combattant cette façon de procéder il était tout naturel qu'ils commencent à lutter chacun de leur côté (...)"

Que se passe-t-il en 1959 ?

Les anarchistes n'ont certes plus de velléités à rentrer au parti socialiste. Beaucoup de nos interlocuteurs de gauche, parmi les plus valables souvent, nous posent pourtant le problème tel qu'il se posait en 1900. Résumons du mieux possible les différentes propositions qui nous sont faites :

La plupart des militants de base du parti socialiste qui se disent nos sympathisants (il en existe un certain nombre connu) croient absolument à la valabilité de notre idéal considéré sur le plan de la finalité. Mais on ne manque pas de nous dire que nous sommes "jeunes"

et que nous comprendrons un jour qu'il faut des palliers pour faire évoluer la société. C'est ce que nous appellerons une sympathie "protectrice". D'autres, plus valables, pensent que les anarchistes sont utiles dans le régime de démocratie bourgeoise en ce sens qu'ils peuvent être un facteur critique fécond et entretiennent un esprit de liberté. C'est ce que nous appellerons la conception "maçonnique". Il n'est d'ailleurs pas exclu que certains "frères" socialistes pensent que l'évolution se crée objectivement parce qu'il y a des gens qui sont à l'avant-garde et parce qu'il y en a d'autres qui freinent : le tout formant un équilibre démocratique. Ainsi que nous l'avons constaté, le parti socialiste étant le seul parti de gauche représenté sur le plan parlementaire, on nous dira ce que dit Pierre Hervé et on ne verra pas pourquoi les anarchistes-communistes que nous sommes n'y entrent pas.

D'une manière assez curieuse, les partisans du parti communiste nous tiennent souvent le même langage au profit de ce dernier. A savoir : "Quoique vous disiez et fassiez, vous n'êtes qu'une poignée d'individus. Malgré ses erreurs que nous ne contestons pas, le parti communiste reste le seul capable de regrouper la classe ouvrière. Vous pourriez y former son aile gauche." Il arrive à certains anarchistes de répondre démagogiquement au militant communiste qui lui tient ce langage, que nous pourrions éventuellement réviser notre position si le libre jeu des tendances pouvait s'exercer au sein du dit P.C. - Mais le libre jeu des tendances existe bien au parti socialiste et nous n'avons pourtant pas une seule raison d'y entrer. Une seule différence semble-t-il pourrait nous faire hésiter : le parti communiste traîne une certaine masse derrière lui, ce qui n'est

pas le cas de la S.F.I.O. Mais c'est là qu'il faut en finir avec le complexe "P.C." qui existe chez nombre de militants à appartenance souvent mal définie (souvent U.G.S.) et qui sont persuadés qu'on ne peut pas se couper du parti communiste sans se couper du même coup de la classe ouvrière. Nous pouvons imaginer que le même état d'esprit régnait vis-à-vis des socialistes avant le Congrès de Tours. C'est d'ailleurs la même forme de pensée qui règne parmi les militants de la tendance "L'ETINCELLE" ou de la "VOIE COMMUNISTE". Quelles que soient leurs divergences avec la direction du parti communiste, ces militants affirment et ont toujours affirmé qu'il n'est pas question pour eux de le quitter. Mieux, ils ne peuvent envisager une quelconque forme d'action qui se placerait en dehors du "Parti". C'est là où nous touchons encore au mythe du parti tel que nous le définissons plus haut. Quelle solution adopter dès lors ? La seule proposée est la liquidation de la direction autoritaire du parti. Par quel moyen ? C'est là où la tâche semble difficile et on escompte beaucoup du prochain congrès. Certains militants dans les "nuages", tels ceux de la tendance "UNIR", ont été jusqu'à écrire au parti communiste soviétique afin qu'il les soutienne ! Mais il y a un point plus important et plus sérieux à nos yeux. "La Voie Communiste" nous apprend que les oppositionnels se fixent aussi pour but de rechercher pourquoi beaucoup de militants révolutionnaires sont en dehors du parti et n'ont jamais eu l'envie d'y rentrer. Mieux, l'un des buts de "L'Opposition Communiste" est de regrouper les militants révolutionnaires autour d'elle, même s'ils ne sont pas membres du P.C. C'est ici que nous sommes encore dans la même situation que celle de nos camarades en 1900.

Il y a aussi ceux qui appartiennent à

d'autres minorités révolutionnaires que la nôtre et qui rêvent du Parti Révolutionnaire qui regrouperait tous les petits groupuscules marxistes ainsi que les trotskystes. Il y a, enfin, ceux qui croient que le Parti Ouvrier de demain sera l'U.G.S. et qui estiment qu'il faut travailler dans son sein pour faire valoir des positions révolutionnaires. De toute manière, partout le souci de donner le jour à une formation valable, aux yeux de la classe ouvrière. Chacun dira, bien sûr, que c'est la sienne. En pratique étant donné ce que nous avons déjà constaté --l'habitude des masses pour les formes classiques-- il n'y a que le parti communiste et le parti socialiste qui pourrait présenter quelque intérêt pratique. C'est ici qu'il faut dire que, dans notre perspective anarchiste révolutionnaire, cette solution est absolument HORS DE QUESTION et ceci pour des raisons très profondes et fondamentales que nous allons examiner.

+ + +

Répondons d'abord à un certain nombre d'objections classiques :

Il est courant d'entendre dire : "Si vous n'êtes pas satisfaits par notre politique, entrez donc chez nous et vous travaillerez à réformer tout cela en faisant valoir librement vos conceptions". Le tout est de savoir s'il est possible de réformer les partis ouvriers "classiques". Au cas où cela serait possible, nous ne savons pas si cela présenterait quelque intérêt car ce n'est pas suffisant de constater les affections de la classe ouvrière, il faut aussi savoir si une organisation de type donné comme celle du parti ouvrier, socialiste ou communiste, correspond aux formes nécessaires de la lutte révolutionnaire. Nous ne le pensons pas et nous le déve-

lopperons plus loin. (Nous n'instirerons pas sur le fait qu'il n'y a même pas de démocratie intérieure au sein du P.C.) Cette tactique de combat par l'intérieur a été appelée "l'entrisme" et fut souvent à l'honneur chez les militants trotskystes. Nous n'avons jamais entendu dire qu'ils obtinrent tellement de résultats par ce moyen.

On nous dit aussi : "Vous devez formuler vos critiques à l'intérieur du parti car en les formulant à l'extérieur, vous divisez la classe ouvrière". Ceci serait, en un sens, un nouvel aliment au "mythe" de l'unité de la gauche dont nous parlions dans notre précédent numéro. Mais, cette fois, l'argument se présente sur le terrain de classe. Il faut, selon nos contradicteurs, présenter un front uni en face de la bourgeoisie. C'est en vertu de ce principe que le parti communiste prêche l'Unité avec le parti socialiste. Mais il y a plus : Si l'on admet --et c'est le cas des communistes-- que son parti représente la classe ouvrière tout entière, toute libre discussion s'arrête, car c'est la classe ouvrière tout entière que l'on critique. Outre qu'il s'agit encore du mythe ouvriériste ajouté à celui du Parti, on devient susceptible au plus haut point. Cela devient un véritable complexe. Toute libre critique, même la plus anodine, passe pour une attaque anticommuniste. Il est presque superflu de mentionner le complexe inverse qui existe chez les socialistes dont beaucoup prennent la jaunisse uniquement au simple énoncé du mot "communiste". Dans les deux cas, impossibilité de libre discussion. Si l'unité de "classe" passe par la paralysie, nous rejetons aussi cette manière de voir. Il n'est d'ailleurs pas certain du tout que la bourgeoisie se réjouisse de ce que nous cherchions des formes de lutte

plus efficace par une libre confrontation. Et si la forme intérieure est désuète, force nous est d'utiliser l'extérieur.

+ + +

Il est temps de nous expliquer sur notre titre. Nous avons intitulé cette étude : "Le Parti Ouvrier et les Anarchistes". Nous avons voulu discuter du principe de l'existence d'un parti ouvrier et aussi analyser ce qui s'est passé pratiquement. C'est pourquoi, nous avons mentionné indifféremment le parti socialiste ou le parti communiste. Outre que tout autre parti ouvrier projeté utopiquement dans l'avenir est, à notre sens, du domaine de la rêverie, nous avons vu que les divergeances entre ces deux partis ne viennent que d'un décalage d'époque. Ils sont, en fait, basés sur les mêmes principes et la même idéologie. Une expérience de près de cent années nous semble suffisante pour savoir si oui ou non, le principe d'organisation de la lutte révolutionnaire sur cette base est juste ou fausse. Quand on en constate les résultats pratiques...

Notre titre est aussi celui d'une étude parue en 1901 et publiée par nos camarades belges en protestation contre leur exclusion du parti socialiste. Il nous a paru important de l'actualiser au regard de notre époque. Son introduction est toujours actuelle :

"Dès que les minorités révolutionnaires atteignent ou s'approchent du Pouvoir, chaque fois qu'une secte ou qu'un parti arrive à l'hégémonie --irréremdiablement-- ses dirigeants, se croyant indispensables et jouissant des honneurs d'abord et des profits ensuite, tendent à cristalliser les doctrines, à arrêter l'essor de la pensée, à mettre hors la loi les insoumis qui essaient d'adapter les sociétés nouvelles

conditions de vie. Les brillants appels à l'indépendance, à la liberté de conscience, sont, dès lors, remplacés par les exhortations au calme, au respect des textes et des règlements, à la discipline pour tout dire. Les programmes acceptés (et tout de circonstance) deviennent des DOGMES INTANGIBLES.

Les chefs deviennent sacrés, et sacrilège qui met en doute leur sincérité et leur omniscience. Dès lors pleuvent les excommunications d'abord, les persécutions ensuite. Le "Hors de l'Eglise point de salut" résume les aspirations (...) Comme pour ses devanciers dans l'histoire, ces vérités tristes vont se répéter pour le mouvement socialiste contemporain, grandiose comme une religion nouvelle, mais participant des tares de toute religion (...)"

Au demeurant, nos camarades voulaient rester dans le Parti. Ils voulaient simplement que le parti ne participe pas au pouvoir bourgeois. Ils pensaient, à juste titre, que tout s'expliquait par là. Ce n'est pas si simple. Il y a déjà dans l'idée du parti un germe permanent de dogmatisme et d'autorité. Le parti a pour but, au fond, de diriger la classe ouvrière. Au stade primaire, cela correspond chez le militant moyen à une mentalité d'initié en face de la masse "qui ne sait pas se diriger toute seule". Métaphysique, disions-nous ? Une direction arbitraire sur une masse ou un groupe d'individus est métaphysique en ce sens qu'elle reprend le dogme antiscientifique de la séparation de l'esprit et du corps et de la direction de cet esprit sur la matière. Si nos camarades constataient déjà que les programmes acceptés devenaient des "dogmes intangibles", c'est que le principe du parti ne pouvait que conduire à des positions HORS DES FAITS ANA-

LYSES ET CONSTATES", c'est-à-dire antimatérialistes et "idéalistes" au sens où Marx l'entend. C'est ce que Djilas explique beaucoup mieux que nous dans "LA Nouvelle Classe" :

"Le communisme contemporain, en principe, ne nie point l'existence d'un ensemble fixe de lois objectives gouvernant la nature et la société. Cependant, lorsqu'ils sont au pouvoir, ses partisans se conduisent envers la société humaine et l'individu tout autrement que ne l'impliquerait une théorie déterministe du monde et ils se servent de méthodes capricieuses ou arbitraires. Partant de ce postulat qu'ils connaissent seuls les lois inhérentes au social, les militants communistes en tirent une conclusion simpliste et scientifiquement illégitime. Ils proclament que cette connaissance supposée leur confère le pouvoir et le droit exclusif de changer la société et d'en régler souverainement les activités ".

Il n'est d'ailleurs pas sûr que les socialistes échappent tellement à ce mode de pensée. S'ils préconisent la méthode réformiste absolue, c'est bien au nom de dogmes scientifiques.

Allons jusqu'au fond du problème : Si les partis ouvriers ne sont arrivés qu'à démobiliser la classe ouvrière c'est sans nul doute, au sens de l'analyse matérialiste la plus rigoureuse, parce qu'ils se sont trompés. Et s'ils sont fidèles à leurs principes et à leur doctrine, c'est qu'elle est fausse, c'est que les principes sont faux. (Disons en passant que nous nous refusons à faire partie de ces esprits retors qui déclarent que les curés ont trahi le Christ, que les marxistes ont trahi le marxisme, que les socialistes ont trahi le socialisme, etc... Nous ne voyons pas pourquoi on ne peut pas accorder le préjugé de la bonne foi. Il n'est d'ailleurs pas de discussion possible hors de là. Il est

d'ailleurs peu scientifique de tout expliquer par un seul facteur, à savoir le facteur psychologique ainsi que le font les métaphysiciens).

La notion du parti conduit au dogmatisme parce que le parti est une entité. Le Pouvoir c'est avant tout vouloir s'emparer le l'Etat. Aussi le parti est forcément appelé lui-même à être l'Etat quand il sera au pouvoir, et, avant la prise du pouvoir, à être un Etat dans l'Etat. Si la notion de l'Etat dans l'Etat prise au sens bourgeois signifie comme le disait Michelet "le droit de conspiration", cela ne serait certes pas pour nous déplaire. Mais il ne s'agit que de concurrence. Le parti est autoritaire parce qu'il est déjà l'Etat pour ses militants et il prétend l'être également pour la classe ouvrière et pour l'ensemble de la société. C'est pourquoi une organisation "révolutionnaire" du type "Parti Ouvrier" est absolument incapable de se livrer à une analyse scientifique des faits. Nous dirons même qu'elle est IMPROPRE à être l'instrument de cette analyse. C'est ce que CAFFERO faisait déjà remarquer à ENGELS dans une lettre devenue célèbre où il déclarait ne pas comprendre comment on peut être à la fois partisan d'une analyse matérialiste et en même temps étatiste.

Ici, il nous faut chercher plus loin : La Déclaration de Principe du parti ouvrier de 1900 dit encore :

"La transformation du régime capitaliste en régime collectiviste doit nécessairement être accompagnée (...) par la transformation de l'Etat en administration des choses."

On peut constater combien ce texte contenait d'équivoque. On voit qu'à cette époque, on essayait encore de trouver des formules intermédiaires entre les thèses marxistes et les thèses anarchistes. C'est pourquoi, sans doute, il ne satisfait personne. Il se peut aussi que cette

question de l'Etat n'ait pas toujours été très claire dans l'esprit des socialistes de ce temps-là. En tout cas étatistes et anti-étatistes cohabitaient. BERTRAND interprétait la Déclaration de Principe ainsi :

"La terre, les maisons, les ateliers, les machines seraient la propriété de l'Etat, c'est-à-dire de tous".

Par contre, "L'Essai sur le Socialisme Scientifique" publié par le parti ouvrier belge déclarait :

"L'Etat n'est pas, ainsi que l'imprime certain bourgeois entré dans le parti socialiste comme le ver dans le fruit pour conten-ter ses appétits malsains en le désorganisant, "l'ensemble des services publics déjà constitués", c'est-à-dire quelque chose qui n'a besoin que de corrections par-ci, d'adjonctions par-là. Il n'y a PAS A PERFECTIONNER, mais à SUPPRIMER L'ETAT, qui n'est que l'organisation de la classe exploitante (...) Or, c'est un mauvais système pour détruire quelque chose que de commencer par le fortifier. Et ce serait augmenter la force de résistance de l'Etat que de favoriser l'accaparement par lui des moyens de production, c'est-à-dire de DOMINATION".

On étonnerait fort les militants socialistes et communistes d'aujourd'hui en leur lisant cette citation ! Nous avons parlé de décalage entre les socialistes et les communistes; force nous est de constater que les déclarations des communistes hollandais combattues par Lénine étaient déjà bien plus timides que celle-là. De toute façon, c'est la thèse de la conquête de l'Etat qui a prévalu. On nous objectera que les marxistes, même les plus autoritaires, n'ont jamais nié qu'un jour l'Etat disparaîtra. Dans le problème du "my-

the" du parti qui nous occupe, on peut supposer alors que le "parti" lui-même disparaîtrait à ce moment-là également. Il reste qu'il est difficile d'expliquer cette disparition et l'argument cité, selon lequel "on ne détruit pas en fortifiant", prend toute sa valeur.

On ne peut comprendre le "mythe" du parti et de l'Etat chez les marxistes --mais c'est le même-- qu'en analysant ENGELS.

Peut-on accorder la qualificatif de "matérialistes" aux partisans du parti ouvrier ?  
Telle est la première question.

+ + +

Djilas reconnaît dans "La Nouvelle Classe" qu'on ne peut "justifier le zèle des communistes modernes faisant pieusement de Marx l'inventeur de toutes les lois qui régissent la société". Gaston LEVAL le faisait remarquer récemment dans ses "Cahiers". Mais tout ceci n'est pas nouveau pour les anarchistes-communistes et dès 1896, notre camarade TCHERKESOFF le faisait remarquer dans ses "Pages d'Histoire Socialiste". Mais le dogmatisme dont nous avons parlé ne date pas d'hier. ENGELS écrivait dans "Neue Zeit" :

"Les lois de la production capitaliste découvertes par Marx sont aussi stables que celles de Newton et de Keller dans le mouvement du système solaire"  
et dans la préface de "Ludwig Feuerbach" :

"Nous avons décidé de nous adonner aux recherches nécessaires pour élaborer l'explication matérialiste de l'histoire découverte par Marx".

Quelle est cette conception matérialiste ? Voici la définition de ENGELS :

"La conception matérialiste de l'Histoire se base sur cette idée : que la production et l'échange des produits, valeurs, etc... forment le fondement de toute organisation sociale; dans chaque société humaine, la ré-

partition des richesses et la formation des classes ou des Etats dans la société sont le résultat du mode de production et d'échange pratiqué par la société".

TCHERKESOFF nous apprend que cela "était connu bien avant la naissance de Engels". Mais il nous faut le citer :

"L'ensemble des facteurs économiques que nous appelons économisme, n'est pas encore LE matérialisme. Le mode de production est seulement UN facteur, ou plutôt un élément parmi beaucoup d'autres qui servent aux généralisations évolutionnistes connues sous le nom des doctrines matérialistes. La partie ne peut contenir le tout".

Et Tcherkesoff de citer nombre d'auteurs qui admettaient une définition analogue à celle de Engels et qui étaient "non seulement idéalistes et métaphysiciens, mais déistes accomplis et chrétiens fervents".

Voilà qui met singulièrement en lumière le fait qu'il n'y a pas, au fond, tellement à s'étonner que la conception métaphysique du parti soit ancrée chez les marxistes. Car, si le Parti c'est l'Etat, c'est aussi l'Eglise. Aussi, pour Kropotkine et pour nous, le matérialisme c'est l'étude scientifique et le raisonnement scientifique appliqués à tous les domaines. Et si, pour nous, l'analyse économique est importante, nous ne saurions négliger les lois naturelles et les facteurs psychologiques. Nous n'avons jamais nié les constatations de Engels. Reste à savoir si ces constatations pour être nécessaires sont suffisantes. BAKOUNINE, dans son "Antithéologisme" combat les pseudo-matérialistes qui, parce qu'ils nient le spiritualisme, renoncent aux aspects humains. En réalité, ces aspects humains constituent ce que nous pourrions appeler les "lois propres" de l'homme considéré comme produit de la nature.

La psychanalyse et la découverte du système neuro-végétatif nous en disent long à ce sujet.

+ + +

Comment la conception du parti ouvrier se conçoit-elle d'après la thèse de Engels ? Nous savons que pour lui, TOUT s'explique par l'analyse des modes de production et d'échange. Dans la société capitaliste où existent des classes sociales différentes, il est logique que chaque classe antagoniste traduise ses aspirations AU SEIN de la SOCIÉTÉ EXISTANTE. Aussi, le parti ouvrier devient nécessaire. On peut logiquement penser qu'il disparaîtra quand il n'y aura plus de classes sociales. Mais le parti devient nécessairement l'Etat. Or qu'est-ce que l'Etat ? C'est d'abord la tentative de conciliation des intérêts des individus en fonction des antagonismes. En société communiste sans classes, il n'y a donc logiquement plus d'Etat (c'est le dépérissement dont nous parlions) et, partant, plus de "parti". Mais l'Etat, donc le parti, est encore nécessaire quand le capitalisme n'a pas entièrement disparu au cours de la période de transition. C'est ici qu'il y a divergence entre les communistes et les socialistes. Pour les communistes, la société de transition est la "dictature du prolétariat" qui est, en réalité la dictature du Parti (ou de l'Etat). Pour les socialistes, la période de transition existe en permanence au sein de la société capitaliste en pleine évolution, et le Parti a intérêt à être aussi l'Etat. Lénine préconisait l'action armée. Maintenant, et même dans le régime gaulliste, les communistes ne voient que l'action parlementaire. Il y a très peu de différence entre les deux thèses.

Mais le parti ouvrier au pouvoir est aussi la réalisation des aspirations de la clas-

se ouvrière qui devient la communauté tout entière. Le parti ouvrier en lutte est un essai de communauté au milieu des forces hostiles. Dans la situation actuelle, il est un point de rassemblement, aussi bien dans la conception de Hervé que dans celle de Thorez. Il est totem et incarnation. Et quand l'Etat disparaît, quand le parti disparaît, c'est tout simplement parce que c'est le parti qui est devenu communauté. (Il faut remarquer ici que la conception maçonnique de certains socialistes n'est pas aussi éloignée des autres marxistes que l'on pourrait le supposer). Nous ne pensons pas être contredits par aucun marxiste dans le déroulement de cette pensée. Mais alors, pour nous, anarchistes, il suffit de remplacer les mots "parti" par "Etat" ou "Eglise" et aucun terme de la démonstration ne change. Nous imaginons qu'un éventuel contradicteur marxiste se déclarerait au fond toujours d'accord. Mais il nous donnerait sans doute l'explication suivante : "Etat, Eglise, Parti sont les expressions objectivement nécessaires des aspirations de la communauté aux stades différents de son évolution. Dans les trois cas il y a essai de conciliation des antagonismes et rôle historique." De toute manière, du point de vue marxiste, Etat, Parti, Eglise sont des produits de l'évolution économique et jamais des causes.

Mais, pour autant qu'il y a dans les trois cas essai de réalisation des aspirations, il y a "sublimation" et recherche d'absolu. Il y a dans les trois cas une forme de pensée identique qui est absolument métaphysique. La différence de stade entre les trois cas se trouve dans le degré d'abstraction et c'est tout. Nous nous trouvons en face d'un mécanisme de pensée très précis et c'est en général ce qui échappe aux marxistes. Nous avons par-

lé de la mentalité d'initié du membre du parti, elle est la même que celle de l'individu qui représente l'Etat ou l'Eglise. Sur l'autre face, elle correspond à l'esprit de soumission de la masse qui confie à d'autres ce qu'elle ne peut réaliser elle-même. On a pu dire que Dieu était l'expression de la propre impuissance de l'Homme. Ne peut-on pas dire que la notion de parti est l'expression de la propre impuissance de la classe ouvrière ? Si le degré d'évolution ne se situe que dans le degré d'abstraction, on peut imaginer encore pour les masses une notion inconnue qui serait encore plus abstraite que l'idée du parti, mais on ne voit pas comment les partisans du parti ouvrier peuvent s'en sortir pour nous expliquer sa disparition. Nous voulons bien pousser jusqu'au bout le raisonnement : L'Eglise joue, du point de vue marxiste, un rôle historique "progressiste" quand elle favorise l'évolution des moyens de production, elle devient réactionnaire quand elle est dépassée par les événements et qu'elle freine l'évolution. Dans ce dernier cas, elle fait le jeu des classes dominantes. Reprenons notre phrase précédente en changeant les termes : L'Etat, jouerait un rôle historique identique à un autre stade. Mais par un coup de baguette magique que les marxistes ne peuvent nous expliquer, l'Etat ne devient pas un frein pour l'évolution à une certaine époque, il n'est pas l'expression d'une classe dominante, il DISPARAIT TOUT SEUL. Nous avons vu que <sup>dans</sup> cette dernière période l'Etat c'est le parti, il faudrait être plus logique et dire que le parti c'est la classe et à ce moment, la classe dominante qui ne peut s'amalgamer. Mais pour nous, anarchistes, se confirme une loi de l'évolution des sociétés. Nous ne connaissons pas d'exception. Elle peut s'énoncer ainsi : Tout organisme véhiculant une pensée revendicatrice est révolutionnaire dans l'OPPOSITION et

réactionnaire au POUVOIR. Mais si les organismes changent, il reste deux choses immuables : L'Autorité et le moyen de l'exercer c'est-à-dire la FORCE. Lorsque le parti ouvrier sera au pouvoir, il exercera la force lui-même. On pourra nous répondre d'une manière simpliste : contre qui ? puisqu'il n'y aura plus de classes. Nous pourrions répondre : A moins qu'il ne soit devenu "classe" lui-même.

Il faut logiquement conclure que le parti ouvrier deviendra un frein à l'évolution de la société et qu'il faudra un autre parti pour renverser sa domination ! Il y a un certain côté simpliste dans le raisonnement de nombreux marxistes. Disons tout de suite que si tout semble s'arranger selon le bon sens populaire "comme les cheveux sur la soupe", c'est que la masse garde le sentiment religieux qui correspond à l'aspiration vers le Paradis. L'avènement du communisme et du socialisme relève de l'aspiration edenique. Recemment un théoricien du P.C. retournait la proposition dans la "Nouvelle Critique" en disant que la croyance des masses dans le paradis chrétien n'est rien d'autre que l'aspiration vers une société sans classes du fait qu'il n'y a pas de classes au ciel ! (Ce ne serait pas tout à fait vrai car il y a encore les Saints qui eux sont sans doute, aux yeux de notre grand sociologue "aux ordres", membres du parti ! On voit que nous débouchons de plain-pied dans la plus douce rigolade...).

Mais, pour les marxistes sérieux, tout s'arrange aussi bien. Il est logique qu'il y ait un parti ouvrier parce qu'il est logique de prendre le pouvoir. Il faut prendre le pouvoir parce que c'est toujours, à leurs yeux, la classe dominante qui mène l'évolution. Elle laisse sa place à une autre quand elle a fini de jouer son rôle historique. Nous avons par-

-48-

lé de "frein" à l'évolution sociale. Cette conception est vraie pour les communistes, mais elle n'existe même plus chez les socialistes qui nient toute possibilité de résistance à la classe "descendante". C'est pourquoi le réformisme intégral est à leurs yeux moteur de l'évolution. Mais il reste qu'en fait la classe privilégiée résiste. Elle résiste par la force et elle ne cède le pas que lorsque le rapport de forces est à son désavantage. C'est le principe naturel de l'évolution et de la révolution qui existe aussi dans la nature. Or, c'est au fond cette révolution que le marxisme nie en tant que "changement des rapports de forces", c'est-à-dire en tant que VIOLENCE. Engels écrit en effet :

"En général, la propriété privée ne fut pas dans l'histoire le résultat du pillage ou de la violence (...) Elle provient de causes économiques. La violence n'a aucune part dans sa création (...) Toute l'histoire de l'origine de la propriété privée est basée sur des causes exclusivement économiques, et, pas une fois il n'est besoin pour l'expliquer de recourir à la violence (...)"

Cela signifie, d'après cette étrange théorie absolument antiscientifique, que les hommes d'une certaine époque ont accepté l'esclavage sans résistance et qu'il n'a pas fallu la force pour les y soumettre. En vertu de la même théorie "économiste", il faudrait admettre que l'Empire romain ne s'est pas écroulé sous les coups des Barbares qui l'ont conquis par la FORCE, mais que les moyens de production des Barbares étaient plus avancés !

+ + +

Nous avons dit qu'il y a un côté d'aspiration vers l'absolu et un dogmatisme obligatoire dans la conception du parti ouvrier. Jusqu'à l'ultime phase de son combat, c'est-à-dire jus-

qu'à sa disparition supposée, le parti ouvrier est distinct de l'ouvrier. Il exerce une direction. Il entretient dans la masse le sentiment de l'impuissance pour autant qu'il "assume" et qu'il "incarne" ses revendications.

Or, nous savons aujourd'hui que l'ABSOLU n'existe pas. Que l'on ne peut baser AUCUN raisonnement scientifique sérieux en partant de l'ABSOLU. On ne peut concevoir une organisation pour la classe ouvrière aussi bien que pour la libération de l'humanité en général qui ne se penche pas sur les problèmes de sociologie; qui ne cherche pas à analyser scientifiquement les événements et l'évolution de la société. Si la sociologie est une science, elle requiert des méthodes scientifiques. La masse ne peut se lancer aujourd'hui dans une action sans analyse précise de la situation et sans résultats escomptés. Quand elle le fait sans que les "conditions objectives" soient réalisées, elle recule le terme de la lutte de dizaines d'années. Nous avons parlé de ce recul et de l'impuissance du parti socialiste et du parti communiste à trouver une solution. Aussi nous affirmons que le principe du parti ouvrier est absolument faux car il est, de par sa structure, ses principes de base et l'état d'esprit métaphysique qu'il entretient, absolument impropre à se livrer à l'analyse sociologique.

+ + +

Observons ce qui se passe sur le plan scientifique pur. Il n'y a plus d'inventeurs individuels dans le monde d'aujourd'hui. Le savant travaille en équipe avec d'autres chercheurs. Cette recherche se fait par la discussion et aussi par la confrontation des expériences et seuls les faits ou les résultats prouvent laquelle de telle ou telle hypothèse émise est JUSTE ou FAUSSE. Le technicien tire ensuite

profit PRATIQUEMENT de telle ou telle découverte. Il n'y a pas de "direction" ou d'autorité nulle part.

Nous ne voyons pas pourquoi le domaine sociologique échapperait à cette manière de faire.

Aussi, croyons nous, seule une organisation dans laquelle n'existe aucun principe autoritaire peut se livrer à ce travail. Schématiquement, l'organisation révolutionnaire peut être le laboratoire et la masse le technicien. (Mais tout ceci est encore simpliste et nous invitons le lecteur à considérer le principe que nous énonçons et non la lettre.)

Aussi, avec ou sans les anarchistes, on ne peut concevoir de révolution valable sans une organisation de type anarchiste. Elle reste à faire. (1). En attendant le terme de cette construction qui ne peut partir que de la BASE, il n'est rien de plus pressant dans la période actuelle où l'action n'a pas encore pris corps, de commencer un travail de démystification, sur tous les plans. EGLISE; ETAT; PARTI avons-nous dit ? : Tous les mythes autoritaires (donc impropres à faire avancer l'humanité) se rejoignent. Il n'est pas un exemple dans l'histoire où une organisation du type "parti" ait fait faire un pas sur le chemin de la libération.

G U Y.

---

(1) - "L'organisation anarchiste de notre temps" pourrait être le titre d'une prochaine étude complétant celle-ci.

## CONTRE LE PARTI

Nous tenons absolument à préciser au lecteur un certain nombre de notions qui ont présidé à l'élaboration du texte suivant. Ceci dans le but d'éviter tout malentendu.

Nous n'avons pas la prétention d'épuiser le sujet. Ce qui demanderait des volumes. De plus, certains aspects de la question lorsqu'ils sont trop détaillés, peuvent assez facilement être remis en cause par l'expérience historique ultérieure. Nous nous bornerons donc à ce qui est à la fois essentiel et définitivement acquis. Cet essentiel suffit puisqu'il ne s'agit pas pour nous de rédiger une "bible" à l'usage des révolutionnaires, lesquels s'en passent fort bien ou cessent d'être révolutionnaires à partir du moment où un quelconque catéchisme leur est indispensable pour eux d'abord, pour le répandre dans les masses ensuite. Enfin, certains révolutionnaires, autres que nous-mêmes, ayant

exprimé une partie de nos positions, nous préciserons dans le corps de cet article : qui et quoi. Ceci n'impliquant nullement que nous partagions toute leur orientation, y compris des insuffisances dont nous ferons d'ailleurs état.

Les termes que nous employons ont pour nous toute leur signification initiale. Ils doivent être compris dans ce sens, c'est-à-dire dans toute leur acception. A titre d'exemple, précisons seulement que l'emploi des mots "communiste", "socialiste" désignent les travailleurs manuels et intellectuels lucides favorisant l'avènement d'une forme de société COMMUNISTE. L'emploi de cette terminologie au sens propre ne désigne pas MM. Thorez et Mollet ou leurs disciples. Nous appellerons ceux-ci, respectivement, les "staliniens" et les "social-démocrates" ou plus généralement : les "bureaucrates".

## I -- DE LA BUREAUCRATIE ...

Depuis les événements du 13 mai 1958 et la suite, tout ce qui existe en France comme organisations réputées "ouvrières" se posent et posent à l'usage de ce qui leur reste d'audience, le problème des formes d'organisation.

Ceci n'est pas nouveau. Périodiquement le même phénomène se produit. A chaque fois que le prolétariat se détourne de ceux qui prétendaient être son état-major et celui de la révolution socialiste. Si on se penche "sur le parti" ou "sur ses rapports avec les masses", ce n'est pas pour trouver le chemin de la révolution, mais pour chercher un moyen de ramener les travailleurs au bercail bureaucratique. Nous ne nous étendrons pas sur les organismes bureaucratifiés à l'extrême et de collaboration avec la bourgeoisie et l'Etat que sont devenus les syndicats en at-

tendant d'être complètement intégrés à l'Etat comme dans les pays staliniens ou de style franquiste. Ceux qui nous parlent du Mouvement Syndical Uni et Démocratique comme d'une tarte à la crème ne font que nous servir la même marchandise sous un emballage à peine plus présentable.

La recette, c'est le parti. Certains syndicalistes de la C.F.T.C. et quelques politiciens notamment du M.R.P., ont au cours de l'été envisagé la formation d'un "mouvement de la démocratie française". C'est-à-dire, une sorte de parti démocrate-chrétien, social par rapport à celui de MM. Bidault et Tixier-Vignancourt. Verbalisme social-chrétien aurait permis un recrutement dans le mouvement ouvrier. Cette idée n'est pas complètement abandonnée, lorsqu'elle se représentera, nous aurons l'occasion d'en parler. Toutefois, nous précisons dès maintenant que la naissance d'un parti politique ne peut que rencontrer notre hostilité. A plus forte raison s'il est d'inspiration confessionnelle et même si celle-ci se présente sous le couvert de syndicalisme.

1.600.000 électeurs habituels du parti stalinien, n'ayant voté ni "non" au référendum ni "staliniens" aux élections, les bureaucrates de ce parti se penchent sur la question des rapports entre le parti et les masses. Servin s'aperçoit avec inquiétude et stupéfaction "qu'un million d'électeurs communistes, et même d'avantage, ont voté "oui" au référendum, et qu'au cours de la campagne du plébiscite le parti et ses militants n'ONT PAS SENTI ce qui se préparait". Servin, dans un volumineux rapport au comité central, et Thorez, dans un discours fleuve à l'issue du même C.C., en rejettent les responsabilités sur les militants qui n'ont fait... qu'appliquer les consignes des sus-nommés. Imaginons qu'ils aient senti, qu'ils aient dit qu'ils sentaient venir le résultat du 28 septembre,

ils auraient été exclus pour avoir osé mettre en cause la ligne "toujours juste" du parti. Ce que Servin, Thorez et autres ne sentiront jamais, parce que leurs intérêts propres de bureaucrates le leur interdisent absolument, c'est la rupture entre une partie très importante du prolétariat et la démocratie (sic) bourgeoise. Ce n'est que dans la mesure où des perspectives révolutionnaires sérieuses n'étaient pas offertes aux travailleurs que ceux-ci se sont massivement tournés vers de Gaulle, par dégoût de la République parlementaire, des scandales nauséabonds que l'on sait. En conséquence le mot d'ordre de "la défense de la (IV<sup>e</sup>) République", QUI FUT CELUI DES STALINIENS PENDANT LES MOIS QUI ONT PRECEDE LE REFERENDUM, ne pouvait que détourner les travailleurs de ceux qui le lançaient.

Mais si les staliniens ont pu, au prix d'une perte sensible de leur audience, faire l'économie d'un éclatement du parti il n'en va pas de même pour la social-démocratie qui n'a pu éviter la scission. Les minoritaires qui ont formé le parti "socialiste" autonome, se sont-ils éloignés des positions traditionnellement social-démocrates ? Un article publié par "L'Observateur" et signé de Depreux ne doit pas faire illusion. Le principal travail du parti socialiste autonome a été placé dans le cadre de l'Union des Forces Démocratiques où il ne s'unissait qu'à la minorité radicale, au parti mendésiste jacobain de Mitterand (U.D.S.R.) ainsi qu'à cette organisation bâtarde, mi-social-démocrate, mi-social-chrétienne intitulée "Union de la Gauche Socialiste" (U.G.S.).

Tous ces courants jacobains, social-démocrates, chrétiens de gauche, groupés dans l'U.F.D., n'ont pu dans ce cadre que jouer le rôle d'un cartel électoral sans principes et dont le programme se résumait en la convocation

d'un parlement constituant !

Pour les différents courants qui composent l'U.F.D. après l'échec de leur dernière expérience électoraliste, il s'agit de "poser" le problème des formes d'organisation. La question se résume au schéma suivant : parti ou parti ? Pour les petits-bourgeois mendessistes ou mendessisants il est impensable de regrouper tout le monde (le petit monde de l'U.F.D.) dans un parti travailliste. Pour les éléments social-démocrates ou crypto-social-démocrates (P.S.A. + U.G.S.) un parti "socialiste" (lire social-démocrate) s'avère absolument nécessaire. C'est-à-dire recommencer, pour les uns, l'épopée du PARTI radical, pour les autres, celle du PARTI social-démocrate !

Mais, dira-t-on, il s'agit là de positions de personnages issus de la bureaucratie, il est compréhensible que ceux-ci sortis des appareils, ils n'y aient pas abandonné l'idéologie bureaucratique et les habitudes en décollant. Si on pose mal ou ne pose pas le problème on peut très facilement aboutir à de telles conclusions.

## II - ... A LA MICRO-BURAUCRATIE

Le parti communiste internationaliste (trotskyste) peut par son verbalisme passer pour révolutionnaire; ses positions devraient donc naturellement trancher sur celles des bureaucrates. Nous extrayons ces lignes d'un article de Lambert précisément consacré "aux problèmes du parti" :

"La classe ouvrière, au cours d'une lutte plus que séculaire a édifié pour la défense de ses intérêts immédiats inséparables de la réalisation de son objectif historique : le socialisme, des organisations, partis et syndicats, qui la rassemblent fa-

ce à la classe capitaliste. Ces organisations ont toutes, HORMIS LE PARTI BOLCHEVIK DE LENINE ET TROTSKY (1), failli à leur mission (2)"

Si nous avons bien compris Lambert, la classe ouvrière a accompli en U.R.S.S. sa mission historique : le socialisme. Et ce, à travers le parti bolchévik. L'éminence grise du P.C.I. ("La Vérité") récite une tirade du "Manifeste du parti communiste".

Nous citerons un autre texte omis dans son article:

"La Révolution russe, cette même Révolution qui constitue la première expérience historique de la grève générale, non seulement n'est pas une réhabilitation de l'anarchisme, mais encore équivaut à une LIQUIDATION HISTORIQUE DE L'ANARCHISME. (3). La triste existence, à laquelle cette tendance d'esprit avait été condamnée par le puissant développement de la démocratie socialiste en Allemagne, pouvait jusqu'à un certain point être expliquée par le règne exclusif et la longue durée de la période parlementaire. On pouvait croire qu'une tendance toute bâtie pour "l'explosion" et "l'action directe", une tendance "révolutionnaire" au sens le plus étroit d'appel à la levée des fourches ne faisait, dans l'acalmie de la routine parlementaire, que sommeiller momentanément pour se réveiller loin du retour de la lutte ouverte, reprendre vie dans une révolution de rue et déployer alors sa force intérieure.

"La Russie surtout semblait particulièrement faite pour servir de champ d'expérience aux

---

(1) - C'est nous qui soulignons.

(2) - La Vérité n° 513, 15/11/58, "Les problèmes du parti".

(3) - Souligné dans le texte.

"exploits de l'anarchie. Un pays où le prolétariat n'avait absolument aucun droit politique et seulement une organisation faible à l'extrême; un mélange bariolé de populations diverses aux intérêts très divers se traversant et s'entre-croisant; le manque de culture dans la masse du peuple, la bestialité la plus excessive employée par le régime régnant dans l'emploi de la force tout cela semblait comme créé pour donner à l'anarchie une force soudaine, quoique peut-être éphémère. Enfin, la Russie était historiquement le berceau de l'anarchisme.

"Mais la patrie de Bakounine devait devenir le tombeau de sa doctrine. Non seulement, en Russie ce ne sont pas les anarchistes qui se sont trouvés et se trouvent à la tête du mouvement de grève en masse, non seulement la conduite de l'action révolutionnaire politique et aussi de la grève en masse est entièrement aux mains des organisations social-démocrates, combattues avec acharnement par les anarchistes comme un "parti bourgeois" ou aux mains des organisations socialistes plus ou moins influencées par la social-démocratie et se rapprochant d'elle, comme le parti terroriste des "socialistes révolutionnaires" -- mais les anarchistes n'existent pas du tout comme tendance politique sérieuse dans la Révolution russe (...)

"(...) L'anarchisme dans la Révolution russe n'est pas la théorie du prolétariat combattant, mais l'enseignement idéologique de la canaille contre-révolutionnaire, grouillant comme une bande de requins dans le sillage du navire de guerre de la Révolution. Et sans doute, c'est par là que finit la carrière historique de l'anarchisme". (Rosa Luxembourg : "Grève générale, parti et syndicats" (1907), traduction parue dans "Spartacus" n°21 oct.-nov. 47, pages 15-16).

Pauvre Rosa ! Qui, en 1907, estimait la carrière de l'anarchisme terminée. Nous laisserons de

côté les basses injures "luxembourgistes" (et autres) sur la canaille anarchiste. Nous remarquerons en passant que <sup>dans</sup> la généralité des cas on a recours à l'insulte et à la falsification lorsque les arguments valables font absolument défaut. Ce qui semble être partiellement le cas de Rosa Luxembourg. Par ailleurs ce n'est pas Rosa Luxembourg mais l'Histoire qui a montré qui étaient les canailles grouillant comme des requins dans le sillage de la Révolution. Considérant Rosa Luxembourg comme une authentique marxiste nous ne "chercherons pas frauduleusement à l'opposer au léninisme révolutionnaire" (Lambert).

D'après Rosa Luxembourg, l'anarchisme n'existait pas comme tendance politique sérieuse dans la révolution russe, notamment lorsqu'il condamnait la social-démocratie comme "parti bourgeois". De la révolution russe au molletisme, au nennisme, au bevanisme en passant par la révolution allemande (au cours de laquelle Luxembourg a pu vérifier elle-même les thèses anarchistes), nous sommes passés par toute une évolution de la S.D., d'une tendance à un embourgeoisement-et, parallèlement, à une bureaucratisation-à leur profonde réalité. Qui étaient sérieux, les anarchistes ou Rosa Luxembourg en 1907 ?

Rosa Luxembourg avait tout de même raison en écrivant que la révolution russe était le tombeau d'une doctrine. Mais là où réside l'erreur, c'est que la révolution russe ne fut pas du tout la fin de la carrière historique de l'anarchisme ELLE CONSACRA, tout simplement, LA FIN DE LA CARRIÈRE HISTORIQUE DU MARXISME COMME COURANT COMMUNISTE.

Où l'anarchisme poursuit toujours sa carrière historique (depuis 1907) ou il ne s'est rien passé en Ukraine en 1917-21, en Espagne en 1936, en Hongrie en 1956, etc...

Aujourd'hui, lorsque les travailleurs se

placent sur des positions de classe, ils vomissent le parlementarisme et se résolvent à l'action directe. Rejoignant par là les anarchistes et négligeant "la période parlementaire" aussi chère à Thorez qu'à Luxembourg.

Enfin, la méthode<sup>qui</sup> consiste à "conduire l'action révolutionnaire" ne peut mener à la révolution sociale, mais au contraire à la révolution bureaucratique. La révolution russe en est l'illustration.

Face à la situation présente, en France, que proposent donc les disciples de Marx, Lénine et Luxembourg réunis ? C'est-à-dire principalement les trotskystes. Les chefs actuels du prolétariat étant des "traîtres", il faut changer de chef, il faut refaire un PARTI révolutionnaire, état-major de la classe et de la révolution. Mais laissons la parole aux intéressés, ne risquant pas ainsi de déformer leur pensée :

" Cette crise (celle du 13 mai) est nécessaire et sera salutaire si les militants communistes font l'effort indispensable pour revenir à la politique de Lénine, pour éliminer une direction faillie et pour créer les conditions de discussion démocratique dans le mouvement ouvrier nécessaires à la renaissance d'une nouvelle direction afin d'assurer la revanche". ("Quatrième Internationale" n°4, 16ème année, page 11, nov. 1958).

Nous ne sommes nullement étonnés de cette incapacité congénitale des marxistes orthodoxes à dégager une quelconque leçon de l'expérience du "parti révolutionnaire", celle-ci pourrait cent fois aboutir aux résultats obtenus par le bolchévisme en U.R.S.S. Il y aurait toujours des Lambert ou des Frank pour être prêts à recommencer une cent et unième fois la

même chose, pour estimer en même temps que le parti "a rempli sa mission historique", pour insister sur la "nécessité de la défense de l'U.R.S.S. (ou de ce qui en tiendrait lieu)" et pour réciter par coeur, imperturbables, le "programme de transition" sans en oublier la moindre virgule.

On ne s'embarasse pas de l'Histoire chez les marxistes. Qu'importe donc si Trotsky lui-même a dirigé la sanglante répression de Cronstadt ! Qu'importe si en Hongrie, également, la classe ouvrière entre en conflit violent avec le PARTI "OUVRIER" et l'ETAT "OUVRIER". On commence par passer les événements de Cronstadt sous silence. On continue en qualifiant le stalinisme de "régime ouvrier dégénéré" (?). On termine en prenant la précaution de placer les faits historiques dans un cadre établi. Sur ce dernier point nous citerons Lambert :

"AVANT de tenter d'établir ce bilan indispensable à une définition correcte des conditions de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, et, pour ce faire, de confronter l'enseignement du marxisme avec l'expérience historique concrète IL NOUS FAUT FIXER LES CADRES DE NOTRE TRAVAIL". ("La Vérité" n° 513, 15/11/58, "Les problèmes du parti".-- C'est nous qui soulignons)

Les copieuses citations de Marx et Rosa Luxembourg qui jalonnent le texte de Lambert, nous donnent une idée du cadre. Comme ni Marx ni Luxembourg n'ont analysé la bureaucratie et le phénomène de la bureaucratisation de la société, la lutte des classes, réalité sociale de 1959, sera placée dans un cadre, un schéma qui date de Babeuf.

### III - NOTIONS ET PERSPECTIVES COMMUNISTES

Les troskystes ne sont pas les seuls marxistes. Le groupe "Socialisme ou Barbarie" qui publie la revue du même nom s'est, lui aussi, posé le problème du parti révolutionnaire. Le malaise qui existait dans le groupe sur cette question depuis ses origines est arrivé à maturité sous l'influence des événements du 13 mai.

Les camarades du groupe "S. ou B." ont quitté l'omière trotskyste en essayant d'analyser les structures de la société stalinienne. Ce qui les a amenés à rejeter l'affirmation du régime "ouvrier dégénéré" chère à la IV<sup>e</sup> Internationale.

Mais ils ne devaient pas en rester à cette attitude négative. Très rapidement ils produisaient dans la revue d'excellentes analyses sur la Bureaucratie et sa nature de classe en U.R.S.S. Ils déniaient, et déniaient toujours, tout caractère socialiste au régime stalinien, forme d'exploitation substituée à une autre.

Les articles de Chaulieu "sur le contenu du socialisme", de Lefort "Le totalitarisme sans Staline", ou ceux traitant de la révolution hongroise, nous changent des textes sacrés de MM. Lambert ou Frank.

Dans le contenu du socialisme, Chaulieu nous explique que le conseil ouvrier (soviet) n'a de pouvoir de décisions que pour des questions de routine. Pour toutes les questions importantes seule l'assemblée de TOUS LES OUVRIERS discute et décide. Progrès par rapport aux marxistes "traditionnels", la notion de délégation de pouvoirs à un conseil semble avoir disparu. A une récente réunion publique Mothé et Guillaume étendent ce pouvoir direct au-delà de l'entreprise et contestent la nécessité de la prise du pouvoir par le parti.

Mais une telle évolution devait engen-

drer des contradictions. Tous les membres du groupe "S. ou B" n'évoluaient pas au même rythme. La scission s'est produite à l'automne dernier entre ceux (Socialisme ou Barbarie) qui croient encore à la nécessité du parti, dans un but d'efficacité, doté d'organismes centraux, de statuts et discipliné (loi de la majorité, discipline des minoritaires dans la pratique), et ceux (Information et liaisons ouvrières -I.L.O.) qui rejettent toute perspective de parti.

Depuis que les anarchistes existent en tant que mouvement organisé, ils ont rejeté les formes d'organisation en parti militarisé, créé pour s'emparer du pouvoir politique et diriger la révolution. Un siècle d'expérience historique amène des "marxistes" à la même attitude. Mais pour cela il leur a fallu abandonner un à un les éléments du schéma marxiste. En se permettant le "luxe" de ne pas emprisonner les faits, depuis le babouvisme jusqu'à la révolution hongroise dans un "cadre", troskystes ou non, ces camarades ont pu constater que tous les partis politiques et les syndicats "ouvriers", sans aucune exception, n'étaient devenus que des bureaucraties (ou des micro-bureaucraties, style P.C.I.), et que les régimes dominés par ces partis, ou plutôt exprimés politiquement par eux, n'avaient rien de commun avec la société communiste, qu'il ne s'agissait pas de "régimes ouvriers dégénérés" qu'il faut défendre contre le capitalisme (défense de l'URSS: slogan "IV<sup>e</sup> Internationale"), mais qu'il s'agissait bien d'une autre forme d'exploitation, d'un autre impérialisme.

Le rôle des révolutionnaires n'est donc pas de se subordonner à l'un ou à l'autre de ces impérialismes, il est de faire <sup>corps</sup> avec le prolétariat dans les luttes que celui-ci engage périodiquement contre l'exploitation bourgeoise ou bureaucratique.

Nous constatons avec satisfaction l'évolution dans un sens libertaire du groupe ILO qui transparait dans certains textes. A titre d'exemple, nous donnons ci-dessous un extrait significatif :

"Une organisation de l'avant-garde est nécessaire, nous en sommes tous persuadés, mais celle-ci doit répondre aux besoins nouveaux du mouvement ouvrier. Elle doit être fondée sur des principes qui n'ont rien de commun avec ceux qui ont guidé les organisations communistes passées et qui ont fait faillite avec la bureaucratisation du mouvement ouvrier.

Il serait tragique que notre vision révolutionnaire de la société n'inspire pas une conception révolutionnaire de notre organisation propre.

Il serait absurde que nous soyons révolutionnaires en paroles quand il s'agit de définir les rapports sociaux que les ouvriers ont institué, et conservateurs dans la pratique, quand il s'agit d'établir des rapports entre nous-mêmes (...)

(...) Ou bien notre théorie de la bureaucratie s'abîmera dans le verbalisme, ou nous serons capables de faire valoir pratiquement, dans notre propre organisation, la formule de la coopération et de démontrer dans les faits la vanité des appareils. L'autonomie dont nous avons fait le principe théorique de la lutte et de l'organisation des travailleurs, nous devons l'ériger en principe pratique de notre propre activité et de notre propre organisation. La première conséquence de ce principe, c'est que notre organisation ne saurait se situer vis à vis des travailleurs comme se sont situés les partis traditionnels. Ces partis se situent comme des directions qui

appellent la classe ouvrière à adhérer à leur programme, à répondre à leurs mots d'ordre, à les suivre avec discipline. Notre organisation n'est qu'un instrument au service des ouvriers pour qu'ils constituent leur propre direction et qu'ils s'organisent eux-mêmes de manière autonome, c'est-à-dire dans des comités, dans le cadre de la production. Qu'il s'agisse de l'activité théorique du groupe ou de son activité propagandiste, celles-ci se développent dans l'esprit d'aider les travailleurs à prendre conscience de leurs propres tâches et d'abord, de celle de l'auto-organisation ".

(Texte de la tendance I.L.O. à l'assemblée de "S. ou B." du 6 juin 1958.)

Nous insisterons sur le fait que les deux groupes sont REVISIONISTES en ce sens qu'ils s'efforcent de repenser le marxisme à la lumière des événements. Ceci ne peut pas ne pas rencontrer notre vive sympathie. Notamment parce que cette disposition d'esprit présuppose une évolution ultérieure comme elle explique celle déjà réalisée. Une bonne partie de l'édito du n° 26 de la revue "Socialisme ou Barbarie" reprend certaines de nos positions en matière d'organisation, en voici un extrait des plus intéressants :

"L'action politique n'a pas de sens, en effet, si elle n'est pas efficace. Mais efficace par rapport à quoi, c'est toute la question. Une politique révolutionnaire est efficace dans la mesure où elle élève la conscience et la combativité des travailleurs, les aide à se débarrasser des mystifications de la société établie et de ses instruments bureaucratiques, enlève les obstacles de leur route, augmente leur propre capacité à résoudre leurs problèmes. Il est efficace d'aider dix ouvriers à voir clair dans les problèmes ac-

"tuels; il ne l'est absolument pas de faire élire dix députés communsites supplémentaires.

" L'action politique n'a pas de sens en dehors d'une organisation. Mais quelle organisation et pourquoi faire ? L'organisation n'est rien si son fonctionnement, son activité, sa politique quotidiennes ne sont pas l'incarnation visible et contrôlable par tous des fins qu'elle proclame. Cela est infiniment plus important que la taille de l'organisation comme telle, qui n'a, à proprement parler, aucune signification en dehors du contenu de l'organisation : une organisation bureaucratique trois fois plus importante est simplement trois fois plus néfaste, un point c'est tout.

" Les militants qui tirent les leçons de la faillite des organisations traditionnelles et veulent aller de l'avant doivent comprendre que, s'ils ne veulent pas reprendre le même calvaire avec le même néant au bout, il faut commencer par le commencement. Ils doivent abandonner l'idée qu'ils peuvent faire l'économie d'une révision radicale des idées sur lesquelles ils ont vécu pendant des années. Ils doivent se débarrasser de cette illusion -- qui s'empare curieusement aujourd'hui de l'"opposition communiste" et montre combien les survivances du stalinisme peuvent être profondes -- qu'il suffit de critiquer le P.C. sur des problèmes finalement conjoncturels, comme son attitude sur l'Algérie ou le 13 mai, et qu'il faut surtout éviter de poser les grandes questions "abstraites" : s'ils s'engageaient sur cette voie ils se prépareraient le même sort politique que le P.C. lui-même, lorsque la question algérienne ne sera plus là et que le 13 mai sera oublié. Ils doivent surtout comprendre que

"les débuts d'une nouvelle organisation révolutionnaire seront fatalement modestes, qu'on n'a ni à s'en attrister ni à s'en réjouir, mais simplement à reconnaître que c'est la seule voie ouverte aujourd'hui et que tout le reste c'est du charlatanisme politique. Ceux qui veulent du "grand" peuvent rester au P.C. : ceux qui se contentent de moins : aller à l'UGS. Mais ceux qui veulent habiter quelque chose de solide auront à le construire eux-mêmes. Presque tous les matériaux sont là, mais la terre est rase". ("Socialisme ou Barbarie" n°26 pages 17 à

19, décembre 58)

Mais si <sup>dans</sup> le texte ci-dessus on omet de s'étendre sur le contenu et la structure de "l'organisation révolutionnaire", une résolution parue antérieurement dans la même revue précise ce que l'on entend par là. Etant donné notre désaccord formel avec les conceptions qu'elle exprime, nous en donnons les extraits suivants à titre indicatif :

"Dans la mesure où l'on admet que l'activité politique révolutionnaire est dans la période actuelle la forme suprême de la lutte de l'humanité pour son émancipation on reconnaît par-là même que la première tâche qui s'impose, à tous ceux qui ont pris conscience de la nécessité de la révolution socialiste, est de se grouper pour préparer collectivement cette révolution. De là découlent inévitablement des traits fondamentaux de toute action politique collective permanente, à savoir ; la base de la cohérence de toute action collective, c'est-à-dire un programme historique et immédiat, un statut de fonctionnement, une action constante vers l'extérieur.

"C'est à partir de ces traits que l'on peut définir le parti révolutionnaire. Le parti

révolutionnaire est l'organisme collectif, fonctionnant selon un statut déterminé et sur la base d'un programme historique et immédiat qui tend à coordonner et diriger les efforts de la classe ouvrière, pour détruire l'Etat capitaliste, installer à sa place le pouvoir des masses armées et réaliser la transformation socialiste de la société.

"La nécessité du parti révolutionnaire découle simplement du fait qu'il<sup>n</sup> existe pas d'autre organisme de la classe capable d'accomplir ces tâches de coordination et de direction d'une manière permanente avant la révolution, et qu'il est impossible qu'il en existe (...)

"(...) Si les comités de lutte ne résolvent pas la question de la direction révolutionnaire, du parti, ils sont cependant le matériel de base pour la construction du parti dans la période actuelle (...)

"(...) La nécessité du parti révolutionnaire ne cesse pas avec l'apparition d'organismes autonomes de masses (organismes soviétiques). Aussi bien l'expérience du passé que l'analyse des conditions actuelles montrent que ces organismes n'ont été et ne seront, au départ, que formellement autonomes et en fait dominés et influencés par des idéologies et des courants politiques historiquement hostiles au pouvoir prolétarien. Ces organismes ne deviennent effectivement autonomes qu'à partir du moment où leur majorité adopte et assimile le programme révolutionnaire, que jusque là le parti est seul à défendre sans compromission"

("Socialisme ou Barbarie" n°2, juin 49, pages 100 à 101).

On pourrait nous objecter que ces textes datent de 49. Soit, voici donc du plus neuf :

"-5. Entre deux assemblées générales ou assemblées de délégués, les activités du groupe sont coordonnées par UN COMITE RESPONSABLE (1) qui assure en outre l'accomplissement des tâches centrales, relations avec les camarades de province et avec d'autres organisations, ETC... (1) (...)

"-6 Les camarades en désaccord avec les décisions MAJORITAIRES (1) régulièrement prises de leur cellule, de l'assemblée ou du C. R (1) sont tenus à les appliquer. Ils ont le droit d'exprimer leurs désaccords (...)"  
(Texte sur l'organisation du groupe "S. ou B." (majoritaires), 6 juin 58.)

Cette dernière citation d'un texte récent des majoritaires de Socialisme ou Barbarie tend simplement à démontrer que l'on n'y a pas encore dépassé "la nécessité du parti" ni de l'état d'esprit s'y rapportant.

Notre récente et cuisante expérience de feu la Fédération Communiste Libertaire nous amène à confirmer plus que jamais notre opposition irréductible au concept même du "parti". D'autant plus que l'enseignement de l'histoire nous donne raison sur ce terrain.

Nous devons tirer nos propres conclusions de ce qui précède. En bref, nous pourrions écrire que l'émancipation des travailleurs, ne sera l'oeuvre que des travailleurs eux-mêmes. Mais d'autres ayant, par notamment des notions comme "la dictature du prolétariat" qui s'est dans la pratique révélée comme étant la dictature du parti ET DE L'ETAT contre le prolétariat, dénaturé, falsifié une telle notion et les perspectives qu'elle implique, force nous est de préciser ce que nous entendons par là.

Nous, ne sommes pas, nous ne voulons pas

---

(1) C'est nous qui soulignons.

être, des théoriciens abstraits du genre de ceux qui mettent les "faits dans un cadre" pour ne pas mettre en cause les textes sacrés et autres tabous. Nous sommes des révolutionnaires, en ce sens que nous sommes réalistes et objectifs. Nous ne jugeons et n'élaborons que sur des faits, fidèles en cela à la pensée matérialiste.

Ainsi l'expérience historique est pour nous primordiale. Or, elle condamne sans appel le parti. En 1905, en Russie, grève générale et mutinerie conduisent les masses à créer leurs organes de lutte : les soviets. Dans quelques cas les partis s'emparent de cette expérience pour la diriger. Mais, il fallut attendre 1917 pour assister au passage de la révolution bourgeoise commencée en février à la révolution d'octobre. C'est là que les partis, ou plutôt très rapidement le plus centralisé, le plus discipliné; le parti des "révolutionnaires professionnels", le parti bolchévik, colonisent, puis colonise les soviets. Ceux-ci perdant progressivement leur caractère d'organismes autonomes des masses pour ne devenir que les appendices du parti, véritable détenteur du pouvoir. On sait que par la suite la bureaucratie ne prit pas le pouvoir en renversant le parti "révolutionnaire" (bolchévik) mais prit naissance dans ce parti ET DANS L'APPAREIL D'ETAT que celui-ci avait reconstitué. Plus de quarante années du pouvoir du parti "de Lénine et de Trotsky" aboutissent au totalitarisme bureaucratique de MM. Staline, Kroutchchev, and C<sup>o</sup>.

Vouloir donner un état-major à la classe ouvrière et à la révolution sociale c'est condamner cette dernière à n'être pas socialiste mais bureaucratique.

D'autant plus que la nécessité du parti, ce n'est pas seulement les anarchistes que nous sommes qui la contestons. L'HISTOIRE LA CONTES-

TE TOUT AUTANT OU ALORS IL NE S'EST RIEN PASSE EN HONGRIE EN 1956, ENTRE AUTRES.

Un effet, non seulement le prolétariat hongrois de 1956, au cours d'un soulèvement dont presque tout le monde semble avoir oublié les enseignements fondamentaux, n'a pas utilisé un parti pour trouver le chemin de la révolution, mais n'a même pas éprouvé le besoin d'en créer un (le "parti révolutionnaire de la jeunesse" n'a été dû qu'à l'initiative d'étudiants auxquels ne s'étaient joints que de rares ouvriers) L'essentiel des formes d'organisation de la lutte des ouvriers résidait dans les "conseils ouvriers" (les soviets) élus et révocables à tout instant. Mais pour tenter d'imposer leur pouvoir les travailleurs groupés dans ou autour des soviets, se trouvaient dans l'obligation de se dresser CONTRE LE PARTI QUI FUT CELUI DE BELA KHUN, CONTRE L'ETAT "OUVRIER", CONTRE L'ARMEE ROUGE FONDÉE PAR... TROTSKY.

Ceci nous amène aussi à critiquer non seulement les insuffisances du groupe "Socialisme ou Barbarie" sur le parti, mais aussi celles du groupe "Information et Liaisons Ouvrières" sur l'Etat. Car personne hormis les anarchistes n'a procédé à une critique de l'Etat aussi radicale que celle du parti.

Pourtant si l'on veut sérieusement contribuer à une préparation de la révolution et, par là, tendre à élever le niveau actuellement très bas de la conscience de classe, prélude à la prise de conscience révolutionnaire, il est indispensable de rejeter toutes les notions et formes d'organisation propres à toute société d'exploitation bourgeoise ou bureaucratique.

Avant de pouvoir valablement définir les structures et le rôle de l'organisation révolutionnaire, il est nécessaire de définir, ne serait-ce que brièvement, ce qu'est l'Etat, ce qu'est le parti.

Pour le premier, n'importe qui sait voir ce qui l'entoure, sait qu'il ne s'agit là que d'un instrument de coercition par la police, par l'armée, par le tribunal, par le parlement, le gouvernement, etc... Il ne s'agit que d'un appareil d'exercice partiel du pouvoir pour la classe exploiteuse et de protection de ce pouvoir. C'était du moins le schéma classique valable il y a trois quarts de siècle. Les anarchistes l'avaient compris comme le démontre cet extrait d'un texte que Carlo Caffiéro rédigeait en 1872 à l'adresse d'Engels :

"Tous, nous voulons conquérir, ou mieux, exiger le capital pour la collectivité, et pour ce faire, nous proposons deux procédés divers. Les uns conseillent un coup de main sur la forteresse principale, l'Etat, laquelle étant tombée en notre pouvoir, la porte du capital sera ouverte à tous, tandis que les autres envisagent d'abattre tous ensemble tous les obstacles et de s'emparer collectivement, DE FAIT, de ce capital que l'on veut assurer pour toujours propriété collective.

"Je me suis rangé avec les seconds, mon cher, et vous, bon matérialiste, comment pouvez-vous être avec les premiers ? La théorie des circonstances déterminantes, que vous savez, à l'occasion, si bien développer, n'arrive-t-elle pas à déterminer dans votre esprit le doute sur la nature de l'oeuvre que vous accomplirez une fois installé au pouvoir constitué ? "

Ce doute, dans l'esprit de Caffiéro, sur la nature de l'oeuvre que l'on peut accomplir une fois installé au pouvoir constitué, la révolution russe après plus de quarante ans le transforme en réalité. La conquête du pouvoir politique, l'aménagement de l'Etat, son utilisation à des fins révolutionnaires, etc..n'aboutit

tissent pas en effet à la propriété collective du capital, à la gestion ouvrière des usines (que réclamaient les insurgés hongrois), à la démocratie (que réclamaient les insurgés de Cronstadt, ainsi que des mesures égalitaires) MAIS AU POUVOIR DE LA BUREAUCRATIE, EN TANT QUE NOUVELLE CLASSE EXPLOITEUSE. Or qu'est donc cette bureaucratie, si elle n'est pas constituée des cadres, des cadres syndicaux, des cadres des entreprises et de tous les hauts fonctionnaires directs de l'appareil d'Etat. L'Etat intervient en U.R.S.S. comme étant la classe bureaucratique née du parti bolchévik. Ce n'est donc pas là la réalisation de la révolution socialiste, mais la révolution bureaucratique achevée.

En U.R.S.S., en Yougoslavie, en Chine, les travailleurs n'ont fait que changer d'exploiteurs, que passer de la domination de la bourgeoisie capitaliste à celle de l'Etat bureaucratique.

Le rôle <sup>des</sup> révolutionnaires COMMUNISTES n'est pas de favoriser cette transformation là. Or le parti est l'instrument indispensable... pour dévier la révolution, socialiste à l'origine (en admettant qu'elle le soit, ce qui n'est pas toujours le cas = la révolution anti-coloniale), de sa route et l'aiguiller vers une transformation de la société, synonyme de bureaucratization.

Nous avons de tout temps, depuis que nous existons sous forme organisée, nous libertaires-communistes repoussé l'Etat pour ce qu'il était, quelle que soit la sauce à laquelle il était accommodé, il en fut de même pour le parti (les prétendus anarchistes qui périodiquement vont "vers le parti" finissent mal, dans le style F.C.L.). L'expérience historique n'infirme en rien nos positions traditionnelles. AU CONTRAIRE. Mais ceci n'implique pas <sup>que</sup> notre attitude soit

négative.

A l'Etat nous opposons les différentes expériences déjà réalisées par les travailleurs, sous la forme des soviets autonomes dans leurs décisions et leur organisation interne (ce, de la Commune à la révolution hongroise). Nous pensons que seule une fédération de ces soviets peut constituer une forme réellement communiste des rapports entre eux dans une société socialiste. Pour que cette fédération des soviets soit libertaire, la disparition de la police, de l'armée, des tribunaux, de toute DELEGATION de pouvoir à un parti, à un parlement, à un gouvernement, c'est-à-dire : DE L'ETAT, EST UNE NECESSITE VITALE. L'Etat ne peut pas être "ouvrier", pas plus que les généraux "antimilitaristes" ou les évêques "libres-penseurs".

Au parti "révolutionnaire" classique, ou de style nouveau (Socialisme ou Barbarie), NOUS OPPOSONS DES FORMES D'ORGANISATION, PREFIGURATION DE LA SOCIETE QUE NOUS APPELONS DE TOUTS NOS VOEUX ET DONT NOTRE ACTION A POUR BUT DE FAVORISER L'AVENEMENT.

Cela signifie : Que l'organisation, pour assimiler dans ses formes et son comportement l'expérience révolutionnaire acquise, refuse d'être la direction, l'état-major de la classe et de la révolution.

- Que les rapports entre les révolutionnaires organisés ne peuvent procéder du schéma suivant : le comité central dirige la base exécutée (définition sommaire du parti). C'est-à-dire que des communistes véritables ne peuvent avoir entre eux des rapports hiérarchisés, comportant des délégations de pouvoir. Même si les délégués sont "contrôlés". Parce que de tels rapports SONT LA NEGATION MEME DU COMMUNISME LIBERTAIRE et que parallèlement ils ne sont que l'HERITAGE DES TARS IDEOLOGIQUES de toute société d'exploitation.

- Que l'organisation communiste ne peut

être qu'une fédération de groupes, lesquels groupes peuvent se constituer soit sur la base du lieu de travail, soit sur la base du quartier ou toute autre base jugée valable.

- Que le groupe a une entière responsabilité dans la détermination des rapports qu'il aura avec les travailleurs, de son orientation, de son appréciation des faits, enfin de ses rapports avec les autres groupes dans le cadre fédéral ainsi que de son organisation interne.

- Que la fédération et chacun des groupes la composant ne se présentent devant la classe ouvrière que pour l'aider à parvenir à une prise de conscience révolutionnaire, et, pour ce faire, lui fournir toutes informations, mettre le plus possible des travailleurs en contact entre eux soit au cours de luttes et pour favoriser leur extension, soit en période calme pour permettre la préparation et la coordination de luttes ultérieures par les travailleurs eux-mêmes.

- Que ce qui précède n'empêche nullement les communistes organisés de faire connaître leur propre appréciation, leurs propres suggestions, d'avoir leur propre orientation et d'avoir, outre ceux qu'ils mettent à la disposition des travailleurs, leurs propres organes de presse.

- Qu'il existe un intérêt de la révolution. Que celui-ci se confond avec les intérêts de toutes natures du prolétariat ouvrier-paysan. QUE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE NE SAURAIT AVOIR D'INTERET PROPRE, DISTINCT DE CEUX DU PROLETARIAT ET DE SA REVOLUTION. Que dans une telle optique, peu importe l'importance numérique de l'organisation, peu importe s'il y a une ou plusieurs organisations révolutionnaires communistes, peu importe s'il y a une majorité et une minorité; si cette dernière estime que ce qui la sépare de la majorité est plus impor-

tant que ce qui l'y unissait elle crée une organisation nouvelle qui peut collaborer avec les autres sur la base de méthodes et de perspectives communes. Il ne saurait donc y avoir de discipline, que librement consentie par chaque révolutionnaire communiste. LE SORT DE LA REVOLUTION, SI ELLE EST SOCIALISTE, N'EST PAS LIE A CELUI D'UN OU PLUSIEURS GROUPES REVOLUTIONNAIRES. CEUX-CI NE PEUVENT QUE SE DISSOUDRE, DEVANT LE POUVOIR DIRECT DES TRAVAILLEURS. N'AYANT ETE, DANS LA PERIODE PRE-REVOLUTIONNAIRE ET DANS LA REVOLUTION QUE DES ORGANISMES DE PROPAGANDE, DES CENTRES DE REFLEXIONS, DES GROUPES ORGANISES POUR DES ACTIONS PRATIQUES que nous précisons par ailleurs.

- Que l'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE, N'ETANT PAS UNE FIN MAIS UN MOYEN, ET QUE LA LUTTE ANTIBUREAUCRATIQUE AYANT AUTANT D'IMPORTANCE QUE LA LUTTE ANTICAPITALISTE, AUCUN COMPROMIS BATARD, VICIEUX, PAR ESSENCE, ET SURTOUT PAR LA CONFUSION QU'IL REPEND, AUCUN COMPROMIS AVEC LA GAUCHE N'EST POSSIBLE QUE S'IL SIGNIFIE LE PASSAGE DE LA GAUCHE A L'ACTION REVOLUTIONNAIRE, CE QUI NE SERAIT DONC PLUS UN COMPROMIS.

- Que l'action révolutionnaire pour aller dans un sens communiste ne peut que s'inscrire dans l'option de la lutte des classes; que faire corps avec la lutte des prolétaires, tant contre le capital et son système que contre la bureaucratie et son propre système.

- Que l'on ne peut s'associer avec l'une des deux classes exploiteuses, même si elle n'est qu'à l'état de gestation, si elle n'est que potentiellement future classe exploiteuse, sous le fallacieux prétexte de combattre l'autre "plus efficacement". Cette prétendue "efficacité" n'existe que dans l'imagination de ceux qu'elle tourmente. De la "Libération" au 13 mai, il n'a pas été efficace de soutenir ou de ne pas dénoncer sans appel la bureaucratie sous toutes

ses formes. En l'absence de perspectives révolutionnaires, il n'y eut pas d'action révolutionnaire et la classe bourgeoise au pouvoir fit ce qu'elle voulut faire. En France, aujourd'hui, comme hier, s'allier à la bureaucratie, contre la bourgeoisie, par exemple en participant aux élections politiques ou aux syndicats, c'est dans certaines conditions (comme celles qui existaient le 13 mai en France) laisser les mains entièrement libres à la bourgeoisie ou dans des conditions tout à fait différentes ce serait participer activement au passage d'un type de société capitaliste classique au système bureaucratique ou semi-bureaucratique. C'est-à-dire s'associer aux stalinien ou aux fascistes. Collaborer aux institutions du régime que nous prétendons vouloir abattre, qu'elles soient intégrées au système (comme le parlement en France ou les syndicats dans les pays stalinien) qu'elles soient semi-intégrées (comme les syndicats en France), c'est consciemment ou non, COLLABORER A CE REGIME directement ou indirectement. Ceci n'a ni signification socialiste, ni utilité socialiste. Au contraire. Pour donner une signification et une utilité socialistes à notre action nous ne pouvons que favoriser à la base, dans les entreprises l'auto-organisation l'auto-détermination, l'auto-expression, l'auto-direction des travailleurs dans leurs luttes et y participer en tant que travailleurs. Ceci conduit à la réalisation de la société socialiste, parce que cette forme d'action prépare nettement les travailleurs, manuels et intellectuels, à une prise de conscience de classe, puis révolutionnaire. La réalisation de la société socialiste ne suppose pas seulement la disparition de la division de la société en classes sociales antagonistes (parce que l'une est exploitée, l'autre exploiteuse), en tant que telles, dans leur nature sociale profonde et les rapports so-

ciaux en découlant, mais aussi la disparition, jusque dans le sein d'une même couche sociale, de la division entre les fonctions de DIRECTION et d'EXECUTION.

Pour nous le socialisme, c'est-à-dire la FIN poursuivie, ne peut qu'être la réalisation harmonieuse de l'épanouissement complet de l'individu et de l'auto-gestion de la société dans tous les domaines de l'activité humaine (économique, culturel, etc...)

Donc, pour que les formes d'organisation, des communistes d'abord, des autres travailleurs ensuite, soient susceptibles d'apporter la révolution communiste, elles ne peuvent que s'intégrer à l'action directe dans le cadre de la société d'exploitation pour faire éclater ce cadre. Elles ne peuvent que ramener, que préparer les masses au retour à leur propre initiative créatrice dans tous les domaines y compris à la réintroduction de la poésie (création) dans le travail. Elles ne peuvent qu'être autonomes, puisque remettant en cause toute la société actuelle et la refusant dans sa totalité.

ELLES NE PEUVENT, COMME MOYENS, QUE PRE-FIGURER LA FIN POURSUIVIE.

Bernard PRAT-COTTER.

# Notes sur un régime une politique une économie...

## "QUESTION D'APPELLATION OU L'ART DE NOYER LE POISSON".

Un ancien calife persan déchu, nommé Ben Nadib, exerçait l'honorable profession de liftier dans un grand hôtel d'Istamboul. C'était simplement pour ramasser un peu d'argent de poche, car il tirait des revenus bien plus considérables d'une coupable activité qu'on nomme bourgeoisement proxénétisme. J.H. Parker, qui raconte cette histoire dans son très humoriste livre "Magic ideas to increase your sales", précise que les liftiers persans ont un peu la bosse du commerce : son habileté se manifestait brillamment dans l'idée particulière qu'il donnait de la "chose" suivant l'âge, la personnalité, la profession de chaque "client" -- touriste, industriel, homme politique, clergyman... Il vendait de l'ambiance, de l'oubli, des cures toniques, de l'apostolat... et en fait très peu sa marchandise, si nous osons risquer l'expression. Et c'est bien là que résidait son éminente qualification, non comme liftier dont J.H.

Parker ne nous dit rien -- mais comme commerçant : il offrait des idées sur mesure, avec toute la subtile psychologie orientale.

Si nous nous permettons ce rapprochement scabreux avec nos propres califes et leurs pré-occupations, c'est que le chef-d'oeuvre de "l'action psychologique" gaulliste était justement de trouver des noms différents à la "chose" que nous nous obstinons, avec toutes les "nuances" pour les puristes, à appeler fascisme.

C'est donc une simple affaire d'aiguillage que d'orienter le désespoir des masses -- et aussi leur dynamisme -- dans l'un ou l'autre sens : socialisme ou fascisme -- ou encore vers une synthèse selon le dosage que l'on voudra (en Allemagne, on avait appelé cela national-socialisme) et compenser ainsi le mécontentement économique (pour la classe ouvrière) ou les complexes d'infériorité sociale (pour la petite bourgeoisie) par une surexcitation de l'amour-propre national, de l'envie d'un changement radical, de l'instinct combattif et des "émotions héroïques"...

Mais s'il est vrai que la crise économique et les déceptions politiques ont amené au gaullisme le gros des masses électorales, il est également vrai qu'elles ne lui ont pas amené ses idées : celles-ci étaient déjà formulées et cristallisées auparavant, indépendamment de la conjoncture du moment. Il s'agissait surtout de choisir bien le moment où les masses populaires se laisseraient détourner de la lutte contre leur propre misère -- par les manifestations exhibitionnistes pour leur amour-propre "national" -- qu'on leur a servi à la place de la nourriture qui leur manquait, des logements qu'ils attendaient dans les bidonvilles (voir ci-dessus l'histoire édifiante de Ben Nadib...).

LES CONSTITUTIONS PASSENT...

Mais il nous reste, après le départ hâtif de la dernière (?) :

-- l'extension de la zone d'influence de l'Etat dans tous les domaines de la vie et notamment sur le plan économique et social

-- une augmentation correspondante, en nombre et en puissance, de la bureaucratie à tous les échelons :

-- la "militarisation" et l'introduction d'organisations fascistes dans le personnel de l'administration, surtout policière, judiciaire et de propagande (radio, presse, T.V. . . )

-- un renforcement, encore plus marqué dans la pratique que dans le texte de la Constitution, du pouvoir exécutif par rapport aux autres pouvoirs.

Et, comme dans tous les régimes fascistes, la caractéristique la plus évidente du gaullisme, c'est son nationalisme et ses liens avec le grand capital. Tous les autres éléments de l'idéologie fasciste en découlent. Par où que l'on envisage ce phénomène, on trouve ces deux éléments et, aussi, qu'il est loin d'être une espèce d'accident historique.

POUVOIR POLITIQUE ET INTERET ECONOMIQUE OU LES CAUSES DU MALAISE.

Chaque grande période de l'évolution économique est caractérisée par un élargissement du circuit où se déroulent les opérations essentielles. C'est ainsi que l'économie villageoise a succédé à l'économie domestique fermée, pour être remplacée par l'économie urbaine, puis nationale, qui, à son tour, est en train de faire place à l'économie mondiale. "En train", car la superstructure politique (Etats nationaux) n'est

pas adaptée à l'infrastructure économique du marché mondial, ce qui paraît anachronique dans un monde soumis par le capitalisme à un régime économique de plus en plus uniforme sous l'influence croissante et l'action monopolisatrice de grands groupements financiers. La saturation progressive des marchés, le désir croissant de peuples coloniaux de se rendre indépendants, l'industrialisation des pays agraires, les luttes entre impérialismes concurrents à coup de monnaies dévaluées -- quand ce n'est pas à coup de canons -- l'aggravation conséquente du chômage et de la sous-consommation, tout cela est assez connu pour qu'un simple rappel des traits principaux de cette évolution puisse nous suffire.

La cause, il faut la chercher dans les contradictions internes, dans les heurts d'intérêts économiques qui caractérisent l'économie capitaliste : la concurrence aboutissant à sa négation; le monopole; une productivité industrielle sans cesse accrue et une capacité de consommation de plus en plus insuffisante; l'utilisation rationalisée des forces productives poussée à l'extrême et des dizaines de millions de travailleurs condamnés au chômage chronique; des moyens de communication de plus en plus perfectionnés, mais les Etats des deux blocs s'isolant de plus en plus les uns des autres, en attendant de se jeter les uns sur les autres.

Mais quand on parle du "malaise français", il faudrait tout d'abord noter -- car cela est à la base de la "déchéance nationale" -- que la France est entrée dans sa vingtième année de guerre ininterrompue. Voici la répartition de ce suicide collectif :

- 1939- 3 septembre au 25 juin 40 : guerre mondiale, occupation.
- 1940- 18 juin au 7 mai 45 : reprise : FFL, FFI, troupes vichistes, FTP etc...

- 1945- 9 mars au 20 juillet 54 : guerre d'Indochine.
- 1947- Insurrection de Madagascar (repression 9 mois).
- 1950- 20 novembre au 27 juillet 53 : participation à la guerre de Corée.
- 1952- Guerre coloniale généralisée en Afrique du Nord.
- 1956- Raid franco-anglais (initiative française) sur Suez.
- 1959- Guerre d'Algérie non encore terminée.

Pour conclure un tel paragraphe, on notera que la commission des Nations-Unies pour l'Europe estimait, à Genève, d'après ses sources, que la guerre d'Algérie coûtait à la France 700 milliards de francs par <sup>an</sup> en perte de production civile avec répercussion de la guerre sur la balance française des paiements de l'ordre de 250 milliards par an. A quoi s'ajoutent 300 milliards de dépenses "exceptionnelles" en plus des débours "normaux" du coût strictement militaire de cette guerre.

Nous ne chicanerons pas sur des chiffres, qui ne doivent être considérés que comme indicatifs.

Toutefois, nous rappellerons que déjà le gouvernement Mollet avait évalué le coût d'un soldat à un million de francs par an et qu'ils sont quelque 1.200.000 hommes en France et dans les colonies...

#### UNE HISTOIRE QUI VAUT DE L'OR.

Nos lecteurs nous excuseront si nous citons, pour une fois, monsieur Edgar Faure :

"Si nous entrons dans le marché commun avec une économie malade, je ne dis pas que nous en périrons, mais nous n'en guérirons certainement pas..."

C'est depuis le 1er janvier chose faite. L'entreprise considérable qui touche 165 millions de consommateurs a démarré avec l'année nouvelle.

Elle a déplacé certains problèmes, en a créé. quelques autres, nouveaux, mais n'en a résolu aucun. En fin de compte, l'Europe se trouve devant une situation aussi inextricable qu'en 1939.

Il ne saurait être question d'analyser ici les nombreuses mesures "ordonnancées" depuis l'an nouveau en vue de rendre possible la libération des échanges et de mettre l'économie française en état de mieux supporter la concurrence de ses partenaires. Les décisions les plus spectaculaires concernent la monnaie et les échanges extérieurs. Le franc est dévalué de 15%, le cours officiel du dollar passant de 420 à 493,7 Fr (soit + 17,55%). En même temps que la dévaluation ont été prises de nombreuses mesures qui vont provoquer un mouvement de hausse de prix (essence 3 %, tabac 15 à 25 %, vin 10 %, P.T.T. 10 %, charbon 10 %, S.N.C.F. 17 %, etc...). De plus, le franc est devenu convertible, mais ce terme de convertibilité ne doit pas faire illusion. Il ne s'agit en aucune façon d'autoriser la conversion automatique du franc en or ni même en devises : elle est réservée aux non-résidents et ne s'étend qu'aux transactions courantes (et pas aux mouvements de capitaux).

L'ensemble des décisions concernant la monnaie est enfin complété par une ordonnance créant une nouvelle unité monétaire, le "franc lourd", valant 100 Fr actuels. Cette création ne changera rien à l'échelle existante des prix et des revenus et son intérêt pratique est assez mince. Elle permettra, dit-on, d'alléger de deux zéro les comptabilités... En fait, l'ob-

jectif semble bien être uniquement d'ordre psychologique (encore l'histoire de Ben Nadib) : le franc-lourd sera une monnaie "respectable" (le dollar vaut seulement 4,9 F.) et l'on paraît compter sur cette impression pour contribuer à restaurer l'esprit d'épargne et empêcher la fuite des capitaux. Les phénomènes psychologiques, rationnels ou non, ont une grande importance en matière monétaire, mais sans doute il n'y a là qu'une illusion...

LE MYTHE DU "REDRESSEMENT" A SUCCEDE A CELUI DE  
"L'EXPANSION SANS INFLATION".

Dans les conditions actuelles c'est véritablement un bluff pur et simple que de parler d'un redressement. Mais, à en croire notre brillant ministre des finances, c'est la tension sociale, qui va grandissant, qui remet tout en question. En effet, lorsqu'on fait allusion à la crise de paiements extérieurs de la France, c'est uniquement dans ce contexte qu'on la place, en faisant ressortir que toute retraite sur le terrain des salaires aggraverait la situation sur les marchés extérieurs et effacerait les résultats acquis par l'"audacieuse" politique du général-Président. C'est ainsi qu'on exige de la part de masses populaires, des sacrifices d'une importance qui n'eût certainement pas été acceptée dans un régime parlementaire de type classique. L'austérité qui s'imposait déjà à l'économie française par suite des charges qui pèsent sur elle (Algérie en particulier), doit devenir en effet plus sévère dans la mesure où les protections contre la concurrence étrangère sont assouplies.

L'ensemble des mesures prises constitue un tout assez cohérent, dont le résultat final, inéluctable, ne peut être que la baisse du ni-

veau de vie de la population. Car cette grande foire du marché commun reposera exclusivement sur les nouvelles privations imposées aux masses. Ainsi se trouverait mis en place non pas les éléments d'un "redressement français" absolument incompatible, du reste, avec le principe même de normalisation du marché commun, mais bien cet abaissement social propre à y aligner les prix "concurrentiels". C'est donc aux frais exclusifs du monde du travail, qu'aura pu être résolue une des tâches les plus difficiles pour les capitalistes français : pouvoir ramener, tout en sauvegardant le taux de rentabilité des entreprises, le coût de leurs fabrications à des niveaux compatibles avec la prochaine absorption par le marché commun. Mais, contrairement à l'opinion du grand public, ce marché, après le premier alignement de prix, ne sera pas concurrentiel (il n'y a que dans la petite tête des épiciers français qu'il "va falloir affronter les Boches !", une sorte de Verdun économique). Au contraire, le marché commun se présente comme un marché des ententes entre les "grands" et de spécialisation très poussée pour les "petits". Ces phénomènes ne sont d'ailleurs que les manifestations sur le plan européen d'une évolution intrinsèque du régime capitaliste dans chaque pays signataire du marché et ils caractérisent le passage du stade de libre concurrence à celui du monopole dans l'économie hautement industrialisée.

L'internationalisme, la solidarité du prolétariat européen vont-ils provoquer la réaction spontanée --tout au moins économique-- à l'internationalisme du capital ?

Paul ZORKINE.

# DANS NOTRE COURRIER

L'abondance des matières de ce numéro nous contraint à ne publier qu'une seule lettre de lecteurs.

Nous l'avons choisie en raison des vives critiques qu'elle nous adresse et du fait que ces critiques portent sur nos quatre derniers cahiers.

Du camarade G.P. de Chatenay-Malabry : (...) Je ne suis pas d'accord avec les positions de "Noir et Rouge" n° 7/8 sur le Nationalisme. N. & R. fait une critique favorable des mouvements d'indépendance nationale. Je pense que nous devons absolument nous opposer à ces mouvements retardataires. Comprendre qu'un Algérien soit nationaliste est une chose, approuver son action en est une autre. Les Etats qui se sont fondés à la suite de révolutions nationales ont tous <sup>eu</sup> la même structure que les Etats dominants dans ces pays. Les nations d'Amérique du Sud, d'Asie du Sud-Est ou des pays arabes n'ont pas résolu les questions autrement que les autres Etats qui auparavant les dominaient. D'autre part il semble que les impérialismes ont intérêt à développer ces nouveaux nationalismes, ce sera de nouveaux débouchés pour eux. (...)

(...) Le n°9 sur le Parlementarisme et l'Anarchisme est bon. Ce ne sont pas des choses nouvelles qui sont données mais je trouve qu'il est très bien de les redire aujourd'hui.

Le N° 10, par contre, me semble très faible. Je trouve que le camarade ayant écrit le premier article est très gentil à l'égard de la classe ouvrière française; il n'y a pas, non seulement, non-intervention de la classe ouvrière dans la guerre d'Algérie, mais bien acceptation et participation. Il n'y a pas eu de réaction contre cette guerre. Je pense que c'est une folie de voir actuellement la classe ouvrière créer elle-même ses conseils révolutionnaires et gestionnaires pour s'engager dans la voie de l'émancipation collective. Aujourd'hui, la classe ouvrière (il faudrait savoir exactement ce qu'elle est et quelles sont ses limites) suit le maître comme elle l'a souvent suivi et, demain, si elle n'est pas contente de celui-là elle en choisira un autre. Depuis 40 ans, il n'y a plus d'éducation ouvrière, 40 ans de stalinisme ont joué leur rôle, la classe ouvrière n'existe pas actuellement en tant que force réelle pour s'occuper des affaires qui l'intéressent. Il est nécessaire, avant de penser à cela, de revoir le problème et de reprendre l'éducation ouvrière à son point de départ. L'héritage du capitalisme ne revient pas nécessairement à la classe ouvrière, il faut que celle-ci avant tout veuille et travaille pour y aboutir. Depuis 40 ans, elle n'a rien fait pour prendre la gestion de l'économie dans toutes les parties du monde. Lorsqu'elle a lutté, ce n'est que pour la défensive et dans des périodes de recul. La classe ouvrière jusqu'ici n'a jamais attaqué l'ordre des choses, elle ne réussira jamais en se contentant de la défensive.

Le N° 11 est à mon avis navrant. Pourquoi un numéro spécial sur la gauche ? Je ne pense pas que la classe ouvrière a un point de commun et a un pas à franchir avec cette gauche qu'elle soit radicale, socialiste, communiste,

U.G.S. ou autre, la gauche fait partie du système que nous voulons démolir et je suis navré de voir la revue N.& R. jeter des fleurs à Albert Bayet, homme essentiellement du régime.

(...) En espérant trouver des choses plus intéressantes dans les prochains numéros (je ne demande pas de choses où je suis politiquement d'accord, il est normal que des divergences existent), reçois, etc...

G.P.

---

Suite de l'article :

PAROLES EN L'AIR

Quant aux Institutions, elles, on n'y touche pas ! Pas plus qu'à ces belles, bonnes, saintes Idées qui font que la société ne saurait être remise en question, que les chefs sont nécessaires pour diriger, les flics pour assurer "l'ordre", les patrons du boulot. Puisqu'aucune autre solution n'est envisagée, pour le moment, que parlementaire ou dictatoriale, on reverra les chefs de "gauche" succéder aux chefs de "droite" comme au manège des chevaux de bois. (La seule différence est qu'il s'agit ici de chevaux de retour). Reviendront-ils tout de suite ou un peu plus tard ? La question est de peu d'importance et le fait que les "ouï-cuistes" d'hier votent un jour P.C. ou S.F.I.O. ne changera rien au régime d'exploitation. C'est cela, l'important.

CHRISTIAN.